L'unité

N° 151 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 28 mars 1975

Indochine : l'heure de vérité

PAR WILFRED BURCHETT

Les communistes italiens et nous

PAR JEAN PRONTEAU

Ma part de vérité

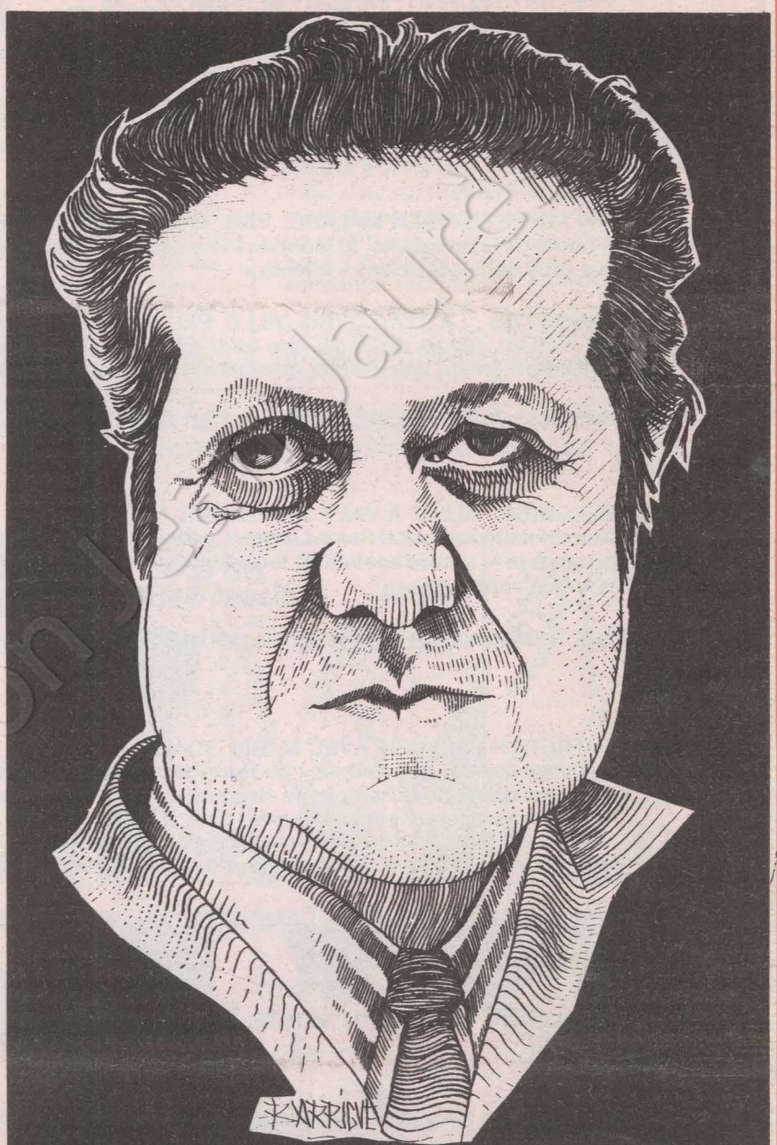
PAR FRANÇOIS MITTERRAND

A qui s'adresse Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il « cause » au coin du feu ? Après son intervention de mardi soir — la quatrième du genre — la question vaut bien d'être posée.

Certes, on voit bien qu'en reprenant à son compte les thèses gaullistes les plus orthodoxes sur la défense indépendante à partir de la force de dissuasion nucléaire française, il désarme, si l'on ose dire, les derniers grognards de l'U.d.r. A cet égard, Michel Debré n'a pas tardé à lui adresser le clin d'œil attendu. Mais qualifier de « stupide » la thèse de ceux qui ne fondent pas l'indépendance de la France sur un armement atomique, qui reste d'ailleurs largement dépendant de la stratégie militaire américaine, dans le cadre de l'Otan, ne suffit pas à rendre plus convaincants des arguments mille fois ressassés depuis quinze ans. Au moins, sur ce sujet, pouvait-on imaginer que le président de la République allait aborder sérieusement le problème du service militaire qui constitue, lui, une préoccupation concrète pour des centaines de milliers de jeunes Français. Ceux-ci sont restés sur leur faim : en dehors du fait qu'on leur octroie généreusement douze mois pour « se connaître et se rencontrer » — c'est beaucoup ! — ils ne savent toujours pas quelle est l'utilité de ce service tel qu'il est aujourd'hui conçu.

A qui s'adresse Giscard d'Estaing lorsque, traitant de la « sécurité économique », il annonce une fois de plus qu'il est en train de gagner la lutte contre l'inflation ? Comme l'a souligné François Mitterrand dans la tribune que « France-Soir » lui a offerte — faute de droit d'expression à la télévision —

(Suite page 2)



ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC MARIO SOARES

Sommaire

3 QUI EST RACISTE ?, PAR NICOLAS BRIMO

5 7e PLAN : DU VENT, PAR GUY PERRIMOND
Le 7e Plan n'a qu'un but : réduire la consommation intérieure. Le postulat de base de ce Pouvoir étant bien connu : pour que l'économie se redéploie d'ici à 1980, il faut que les Français paient.

6 CHOMEURS : LES MAINS VIDES, PAR JEAN-LOUP REVERIER

7 MA TANTE EST BIEN MALADE, PAR LAETITIA FRANÇAIS
Au nom de la rentabilité, le Mont de Piété risque de devoir fermer ses portes aux plus démunis de ses « clients »

8 TANNERIES : LA PEAU D'UNE VILLE, PAR ROBERT BUTHEAU
En menant depuis dix mois une lutte très dure, les tanneurs d'Annonay défendent autant leur emploi que l'avenir d'une ville menacée de mort.

9 GREVES : AUTOPSIE DE RENAULT, PAR CHRISTINE COTTIN

10 BELGIQUE : ALLEZ A VAL !, PAR DANIEL MOTHE
Aux Cristalleries du Val Saint-Lambert, près de Liège, « on fabrique, on vend, on se paye », avec le soutien de toute la Belgique, Wallons et Flamands pour une fois confondus.

11 LES COMMUNISTES ITALIENS ET NOUS, PAR JEAN PRONTEAU

12 ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC MARIO SOARES
L'envoyé spécial de « l'Unité » au Portugal, Maurice Fabien, a recueilli les premiers échos de la campagne électorale. A la veille de la constitution du nouveau gouvernement provisoire, dont il demeure l'un des principaux membres, Mario Soarès, en exclusivité pour notre journal, lui a confié ses craintes et ses espoirs sur l'évolution de la situation portugaises.

15 PORTUGAL : LA PREMIERE CAMPAGNE, PAR MAURICE FABIEN

16 INDOCHINE : L'HEURE DE VERITE, PAR WILFRED BURCHETT

18 FESTIVAL DE ROYAN : L'ANNEE DES CAJUNS, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

19 LIVRES : COMMENT POUVAIT-ON ETRE STALINIEN ?, PAR CLAUDE FUZIER
Dominique Desanti, auteur des « Staliniens », et Jean Elleinstein, auteur d'une « Histoire du phénomène stalinien », répondent — en partie — à cette question dans leurs livres.

23 CHANGER LA VIE CULTURELLE

24 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 15, 17). Aigles (page 8). Barrigue (page 1, 13, 20). Braga (page 15). Coureuil (pages 5, 7, 16, 21). Fotolib (page 14). Pascal Lebrun (page 6, 9). Chantal Montellier (page 3). Solo (page 19). Viva (page 11).

Coll. Fondation Jean Jaurès

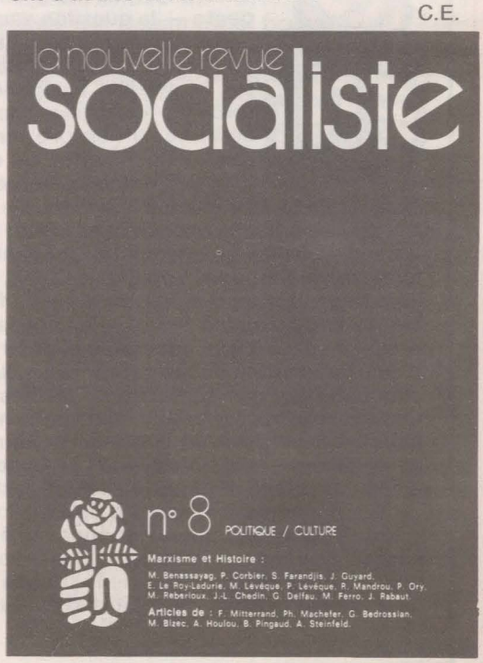
→

pour répondre à Giscard d'Estaing, les prévisions de celui-ci sur les prix ont toujours été démenties par les faits. Un léger ralentissement de la hausse de l'indice en février ne signifie pas que la tendance soit renversée, surtout si l'on tient compte des nouvelles augmentations annoncées. Mais, surtout, il est particulièrement aberrant qu'aucune allusion n'ait été faite dans ce chapitre au problème qui est devenu la préoccupation n° 1 des Français et des Français : la progression de mois en mois (65 % de plus depuis un an) du nombre des chômeurs victimes d'une politique — celle de Giscard d'Estaing et de Fourcade — qui sacrifie délibérément certains secteurs de l'économie française. L'exposé savant du Président n'apporte aucune réponse à l'angoisse des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ne trouvent pas d'emploi, qui sont menacés de perdre le leur ou qui, victimes de réductions d'horaires ou de « chômage technique », voient leur paie s'amenuiser à la fin du mois. Giscard d'Estaing parle, certes, de mieux indemniser les chômeurs partiels. Il faut répéter une fois de plus que les travailleurs français n'aspirent pas à être les chômeurs les mieux payés du monde, mais à trouver ou à conserver un emploi stable. Là est la seule véritable sécurité. Ce n'est pas celle dont a parlé Giscard d'Estaing. Ce n'est pas celle que peut assurer un gouvernement qui ménage systématiquement les grands intérêts privés mais continue à se refuser à toute relance — de la consommation populaire, en particulier — et à toute création d'emploi, seuls moyens de redresser une situation qui se détériore de jour en jour. C'est de tout cela qu'aurait parlé Giscard d'Estaing s'il avait voulu réellement s'adresser aux Français. Ce n'est pas encore pour cette fois. Mais qui pouvait encore se faire la moindre illusion ?

CLAUDE ESTIER

P.S. : A propos de sécurité, le président de la République aurait peut-être pu évoquer celle du travail. Les neuf ouvriers qui ont trouvé la mort sur le chantier du Perthus — pour que les vacanciers d'août puissent atteindre plus vite les plages de la côte espagnole — seraient encore vivants si l'on avait tenu compte des avertissements des délégués qui avaient plusieurs fois signalé les dangers d'accident. Personne ne les avait écoutés. Il n'y a pas de temps à perdre. Giscard d'Estaing et Michel Durafour ont d'autres chats à fouetter !

C.E.



QUI EST RACISTE ?

Vendredi dernier, il y a exactement une semaine, Mohamed Laïd Moussa s'éteignait à l'hôpital de la Conception à Marseille.

Trois jours plus tôt, dans la nuit du mardi 18 février au mercredi 19, cet Algérien, ancien instituteur devenu ouvrier en France, assistait à une soirée chez un ami, le Dr Gérard Bonneville. Soudain, peu après minuit, un coup de sonnette à la porte d'entrée. Le médecin ouvre. Face à lui, un homme au visage caché par un passe-montagne, un fusil à canon scié à la main. Tout se déroule très vite. L'inconnu tire deux coups de feu en l'air, fait aligner tout le monde contre un mur, puis se dirige sans la moindre hésitation vers Laïd Moussa, dans le coin droit de la pièce de séjour de l'appartement. A bout portant, il tire un coup de pistolet de calibre 7,65 mm. La balle transperce de part en part la boîte cranienne de Laïd Moussa. L'assassin arrive à s'enfuir et rejoint dans la cour du grand ensemble une voiture bleue où se trouvent déjà deux personnes.

Difficile, aujourd'hui, d'établir les raisons d'un tel meurtre. Le sang-froid, la sûreté et la précision de l'assassin font certes penser au travail d'un véritable professionnel. Mais il est beaucoup plus difficile d'apprécier ses mobiles. Et ce n'est pas l'état actuel des investigations policières qui peut nous y aider en quoi que ce soit. Vengeance personnelle ? Règlement de comptes banal ? Crime raciste ? Aucune de ces thèses ne peut, au moment où nous écrivons, être privilégiée. Et la police piétine.

Mais un fait reste : le 12 mars, soit sept jours avant cet assassinat, Laïd Moussa avait retrouvé la liberté après avoir été condamné par la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis pour avoir, le 16 juillet 1973, mortellement blessé au cours d'une querelle un voisin à qui il reprochait de faire trop de bruit. Ce verdict d'une Justice pour une fois clémente, les milieux d'extrême droite ne l'ont pas accepté. Et les avocats de Laïd Moussa ont vite reçu des lettres de menaces. Et bien des Dupont-Lajoie ont trouvé là une bonne occasion de s'offusquer à bon compte : « Toute cette racaille, monsieur, elle ne mérite que la corde... ».

Aujourd'hui, l'affaire Laïd Moussa dé- →



QUI EST RACISTE?

passe le cadre de Marseille. Comme l'a souligné Gaston Defferre : « C'est un acte de violence. Je le déplore et je le blâme. En tant que maire de Marseille, je regrette que cela se produise dans ma ville ». Avant de conclure : « Il est temps que le gouvernement prenne conscience qu'il faut mettre un terme à la violence et au racisme... On dit que ce régime est un régime d'ordre... c'est un régime de désordre et de violence ».

Trois semaines après l'affaire du Thélème et le passage à tabac de l'avocat algérien, Me Benachenhou, la question reste toujours la même : qu'a donc fait ce Pouvoir depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing pour lutter contre le racisme ? Tout au plus peut-on mettre à son crédit quelques déclarations lénifiantes quand il s'agissait de préparer un voyage en Algérie. Quant aux formules creuses de Michel Poniatowski, elles viennent, aujourd'hui, un peu tard.

Quelques heures après le meurtre de Laïd Moussa, il s'est encore trouvé un magistrat pour charger de l'enquête un commissaire de police qui, lors d'une audience du procès Moussa, affirma tranquillement : « Tout ça, ce sont des gens douteux ». Le lendemain, le scandale risquant d'éclater, on la lui retira discrètement. Aucune autorité du ministère de la Justice ne semble non plus s'être étonnée que les instructions ouvertes, après les quatre assassinats par balles de travailleurs immigrés en août 1973 dans la région marseillaise, n'aient amené que des non-lieux.

Aucune autorité gouvernementale n'a cru bon de s'élever contre les propos de certains notables bien français. Tels ceux du maire de Nice, Jacques Médecin, qui a jumelé sa ville avec celle du Cap, en Afrique du Sud, et siège à l'Assemblée nationale dans les rangs des « réformateurs » de Jean Lecanuet et de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ou encore ceux du maire de Grasse, Henri de Fortmichel ou ceux du maire de Fréjus, Léon Héritier, qui a pu déclarer en janvier 1974 : « La France compte déjà trois millions de travailleurs musulmans, inassimilables à notre société. Une baisse de la natalité suscitée par l'égoïsme et permise par l'avortement entraînerait leur venue en plus grand nombre. La race blanche serait alors submergée et s'éteindrait ensuite complètement ». Pas plus que contre les campagnes de l'hebdomadaire « Minute », aujourd'hui rallié au « giscardisme musclé ».

Mieux, les militants de l'ex-Ordre nouveau, une organisation dont les responsables ont été condamnés par les tribunaux français pour « provocation à la haine et à la discrimination raciale », ont trouvé à s'employer dans le service d'ordre du candidat Giscard d'Estaing. Un homme comme le capitaine Sergent, ancien patron de l'O.a.s., s'est vu attribuer un bureau au siège des Républicains indépendants, boulevard Saint-Germain, pendant la campagne présidentielle. Une façon sans doute de lutter contre le racisme.

Pendant que Laïd Moussa agonisait sur son lit d'hôpital, un tribunal jugeait cinq policiers. L'affaire remonte à près de trois ans. Après un repas bien arrosé et à la suite de deux officiers de police, ces hommes avaient participé à une véritable expédition punitive dans un établissement de Noisy-le-Sec, fréquenté par des travailleurs algériens : passage à tabac des consommateurs, mise à sac de leurs chambres, injures racistes et vol. Rien n'avait manqué. A ce procès, on a appris que trois des membres de ce commando avaient été révoqués par décision administrative. Quant aux deux autres gardiens de la paix inculpés après cette ratonnade, ils étaient toujours en activité. S'en étonner est, sans doute, pour reprendre une formule de Poniatowski, faire preuve de « perversion intellectuelle ».

Il ne suffit pas d'inviter à la table de son petit déjeuner présidentiel deux éboueurs d'origine africaine pour effacer, comme par enchantement, le racisme. Combien faudra-t-il encore d'assassinats de travailleurs émigrés pour que ce Pouvoir daigne comprendre cette simple évidence ?

NICOLAS BRIMO

Le Marais contre Maeght

Pour les associations de quartiers parisiennes, c'est une victoire de plus — au moins pour le premier round : par 57 voix contre 30, le Conseil de Paris a décidé de surseoir à toute décision concernant la Fondation Aimé Maeght, qui voulait se faire attribuer tout l'îlot François-Miron, dans le 4e arrondissement. C'est-à-dire dans ce Marais où la spéculation fait fureur depuis de nombreuses années.

57 voix contre 30 : derrière ce scrutin, des intentions politiques évidentes. Car 1977, année électorale,est proche et les élus de l'U.d.r. se sont ralliés in extremis à une proposition des Républicains indépendants. C'est que Pierre-Charles Krieg, député du secteur, sent le vent tourner. Lui qui proclame tant s'intéresser aux affaires parisiennes, était en voyage pendant tout le reste de la session du Conseil de Paris et n'a pas manqué de se déjuger à la tribune.

Face aux contradictions de la droite n'en ressort que mieux la position homogène de la gauche, qui refuse de voir céder une partie du domaine public. Les élus communistes, socialistes et radicaux de gauche ont toujours voté contre ce genre d'aliénation du patrimoine commun. Daniel Benassaya a résumé la position du Parti socialiste dans cette affaire qui a tant agité les habitants du quartier : « Je ne pense pas qu'il y ait péril en la demeure à attendre trois mois pour pouvoir décider sereinement de ce que nous avons à faire dans cet îlot central de Paris. D'autant que nous ne connaissons pas, à vrai dire, le but que poursuit la Fondation Maeght... »

On parle aujourd'hui d'une société d'économie mixte pour remplacer le projet Maeght, mais le Conseil a-t-il le pouvoir réel de juguler l'énorme spéculation en cours dans le Marais... quand bien même son actuelle majorité le voudrait ? Il faudrait un inspecteur de la Ville derrière chaque promoteur et derrière chaque mécène...

JACQUES DESEYNE

« De toute manière, c'est du vent. Au mieux, de la propagande ; au pire, du temps perdu. Et, en filigrane, les objectifs non avouables du gouvernement. » Au Commissariat général au Plan, les fonctionnaires qui préparent la France de 1980 ne semblent pas prendre leur rôle au sérieux. « Une fois le rapport préparatoire écrit, nous ne sommes sûrs de rien. Bien sûr, le président de la République utilisera à la télévision les grandes idées de ce Plan. Peut-être y aura-t-il un débat parlementaire. Mais, là aussi, on en restera au niveau des intentions générales et soi-disant généreuses. Pour le restant, comme ce Plan doit entrer en application le 1er janvier 1976, on fera du « bricolage ». Il n'est même pas sûr qu'entre les travaux des différentes commissions, le minimum souhaitable de cohérence soit réalisé ». On le voit, les « planificateurs » français ont l'impression — justifiée — de travailler pour rien.

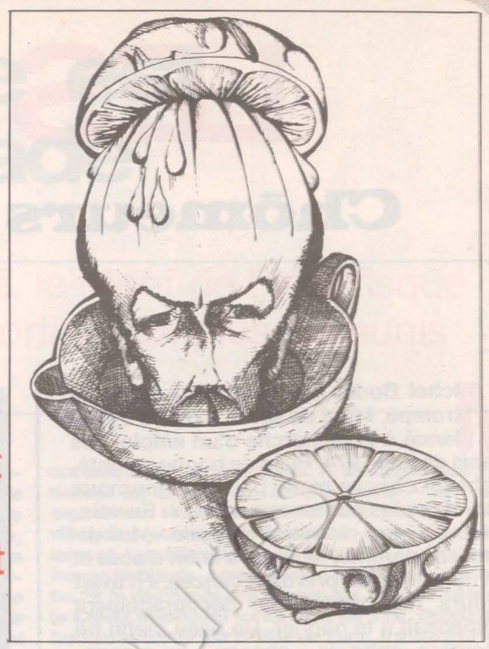
Et le président de la République n'est pas étranger à ce découragement. Car, pour lui, le Plan est plus un instrument de séduction qu'une « ardente obligation ». Il y a quelques mois, il confiait volontiers que « Pompidou avait souffert de n'avoir aucune perspective ». Lui veut en avoir. Et il attend des travaux préparatoires au Plan de mettre en forme quelques idées-force permettant d'étoffer ses discours. Par exemple : comment équilibrer notre balance des paiements ? En réduisant notre approvisionnement énergétique. On nous parlera donc d'économies sur le chauffage et on interdira la publicité pour les chauffages d'appoint. Ou encore : comment réduire d'une manière significative les inégalités de revenus et de situation ? Ou encore : comment utiliser au mieux notre sol ? Là, on sait : laisser faire les promoteurs et, ponctuellement, créer des espaces verts. Ou encore : comment maintenir un équilibre économique et social satisfaisant sans parler — bien évidemment — d'arbitrages quantitatifs ? Rien de cela ne relève de plaisanteries d'un goût douteux. C'est le résumé des directives données au commissaire au Plan, Jean Ripert, par le Premier ministre Jacques Chirac, le 11 décembre 1974.

Lieux communs

Et les « planificateurs » se sont mis au travail. Il leur fallait à la fois satisfaire leur conscience professionnelle, jouer les économistes, satisfaire les demandes du « patron ». Et, surtout, ne pas oublier les objectifs des membres les plus éminents du C.n.p.f. Tâche difficile ! Car, en plus, ils n'ont pas eu le minimum de temps nécessaire.

Les résultats sont à la hauteur des « ambitions ». Les différents rapports établis par les commissions collectionnent les lieux communs, définissent des « objectifs de société ». Rien de précis dans tout cela. Sauf — et c'est le leitmotiv des travaux — la néces-

DU 7e Plan VENT !



Le 7e Plan n'a qu'un but : réduire la consommation intérieure. Le postulat de base de ce Pouvoir étant bien connu : pour que l'économie se redéploie d'ici à 1980, il faut que les Français paient... Les petits et les canards boiteux, de préférence.

sité de « réduire la consommation intérieure ». Car tout part de là et y revient. Le postulat de base est connu : pour que l'économie française se redéploie d'ici à 1980, il faut que les Français paient ce redéploiement. D'une manière simple : en réduisant leur consommation. Pour cela, le Plan admet tout à la fois le chômage et l'inflation. Mieux : une nouvelle répartition du partage de la valeur ajoutée entre les salariés et les patrons ne fait pas peur aux auteurs.

Les deux scénarios utilisés sont, à cet égard, révélateurs. L'hypothèse de base du premier est que, d'ici à 1980, la croissance annuelle de l'économie française sera de 5,2 %. Pour le second, cette hypothèse est ramenée à 3,5 %. Ce qui est inférieur à la croissance qu'a connue la France ces dernières années. Mais, petit détail, les planificateurs n'expliquent pas comment une telle croissance sera maintenue : si en 1975 on en reste à la croissance zéro, il faudrait soit une modification radicale de l'environnement international, soit des mesures de relance que le gouvernement ne veut pas prendre.

Au taux de croissance — peu réaliste dans la première année du Plan — qui a été choisi, l'avenir des Français n'est pas à peindre en rose. Prenons le chômage : à 5,2 %, cela fait 600 000 chômeurs officiels ; à 3,5 %, cela fait 1 200 000 chômeurs officiels. L'inflation ? A 5,2 %, les planificateurs prévoient un taux annuel de 9 %. A 3,5 %, ce taux passe à 11 %. Et il ne s'agit là que de prévisions. La réalité sera encore plus dure. De la même manière, le déficit commercial oscillera entre 24 et 35 milliards. C'est ce que les spécialistes doivent appeler une économie en pleine expansion. Or, le pire, c'est qu'aucun de ces scénarios n'est le bon. Car les « planificateurs » ont suivi docilement l'analyse gouvernementale. Pour eux, la crise générale du système capitaliste se double d'une crise conjoncturelle. Celle-ci peut être réglée. En concentrant l'économie et en s'adaptant un peu plus à la répartition internationale du travail. Pour ce faire, on fera payer les petits : les salariés et les canards boiteux. Au terme de cet effort, la relance qui ne manquera pas d'intervenir aux Etats-Unis ou en R.f.a. servira d'appel d'air. Et le tissu économique français, mieux structuré, pourra permettre aux groupes de taille internationale d'assurer leur survie. Et d'accroître leurs bénéfices.

Mais, au passage, les rapports préparatoires montrent que le capitalisme français a quelques problèmes. Et comment il compte les surmonter. Un de ces problèmes est le financement des investissements. Depuis plusieurs années, les entreprises financent leurs investissements en jouant l'inflation.

En effet, si, ces dernières années, la part de la production intérieure brute consacrée aux investissements s'est accrue, le « rendement » de ces investissements a diminué. Investissant pour remplacer des salariés par du capital, les entreprises ont cherché — ce qui est logique, dans le système actuel — à améliorer leur productivité plutôt que d'augmenter le volume de la production. Dans le même temps, les investissements en équipements collectifs, en logements, ainsi que les investissements des entreprises publiques, régressaient. Les entreprises investissaient donc de plus en plus. Mais comme les salariés maintenaient par leur lutte le niveau de leurs salaires, il fallait trouver un moyen de financement. On a emprunté et surtout on a augmenté les prix. Le gouvernement le savait, bien évidemment, mais ne disait rien. Mieux valait parler du pétrole.

Seulement, pour des raisons « sociales », le gouvernement vient de décider de « lutter contre l'inflation ». Et comme « la crise », le chômage limitent — du moins l'espère-t-il — la combativité syndicale, les patrons et le Pouvoir pensent que le moment est venu de répartir autrement la « valeur ajoutée » par le travail des salariés. C'est-à-dire de limiter la croissance des salaires pour que les bénéfices — que l'on appelle investissements — croissent plus vite.

Et, cela n'étant peut-être pas suffisant, la commission en question s'est intéressée à l'« épargne populaire ». Question simple : comment faire pour qu'une épargne de plus en plus faible soit de plus en plus « récupérée » par les entreprises ? Que dans l'épargne intérieure la part de l'épargne populaire décroisse, le document le reconnaît. Tout comme il admet que « l'épargne des ménages est devenue une épargne de consommations (...) constituée pour répondre aux besoins de financement des ménages ». Et, pour les auteurs, l'année 1974 marque « une cassure dans le rythme de croissance de l'épargne ». En effet, l'année dernière, en francs constants, l'épargne liquide est devenue négative. C'est-à-dire que les Français « épargnent » peut-être, mais que l'inflation absorbe leurs économies. Malgré cela, l'Etat se préoccupe de savoir comment les entreprises pourront absorber cette épargne.

Car, au-delà de l'« amélioration de la productivité du capital » qui passe par une exploitation plus grande des salariés et par un volant de chômage important, l'Etat veut accélérer les investissements dans certains secteurs — mardi soir, Valéry Giscard d'Estaing l'a rappelé. Il s'agit de ceux où règnent en maîtresses les plus grandes entreprises : l'électro-nucléaire, la construction électrique, les télécommunications. La liste des secteurs que l'Etat aidera durant le 7e Plan est facile à dresser : c'est celle où se trouvent les plus grandes entreprises. Mais rien de cela ne figurera dans le Plan. L'industrialisation ne dépend plus du Commissariat, même au niveau de la prospective, mais directement du ministre de l'Industrie.

Cet effort permettra à ces entreprises de concurrencer leurs homologues étrangers. Et le reste sera abandonné, purement et simplement, ou transféré dans le Tiers Monde. La dépendance vis-à-vis de l'étranger va donc s'accroître. Déjà, le contrôle de l'industrie française par des sociétés étrangères atteint 52 % dans le secteur du pétrole, 52,2 % dans celui des machines agricoles, 38 % dans la pharmacie, 32 % dans l'électronique, 23 % dans la mécanique de précision. Dès lors, on peut s'interroger sur la « sécurité » dans l'emploi qu'assure aux travailleurs français le contrôle par des firmes étrangères, à un tel niveau, de pans entiers de notre économie. S'interroger aussi sur les conséquences de ce contrôle sur l'avenir même de notre tissu industriel. Car participer à la division internationale du travail dans les conditions actuelles risque fort d'être plus dangereux que bénéfique. Les multinationales et l'impérialisme américain sachant merveilleusement utiliser « le commerce » pour accroître leurs bénéfices et maintenir leur leadership.

Giscard d'Estaing ne s'arrête pas, lui, à de tels détails. Mardi soir, il a affirmé que « nous sommes en train de gagner ». Il n'est pas sûr que les chômeurs le pensent. Ni que ceux qui le seront demain le pensent aussi. Et si les « prévisions » des planificateurs du 7e Plan deviennent réalité, il n'est pas sûr du tout que, l'année prochaine, les Français continuent à le penser.

GUY PERRIMOND

LES MAINS VIDES

Chômeurs

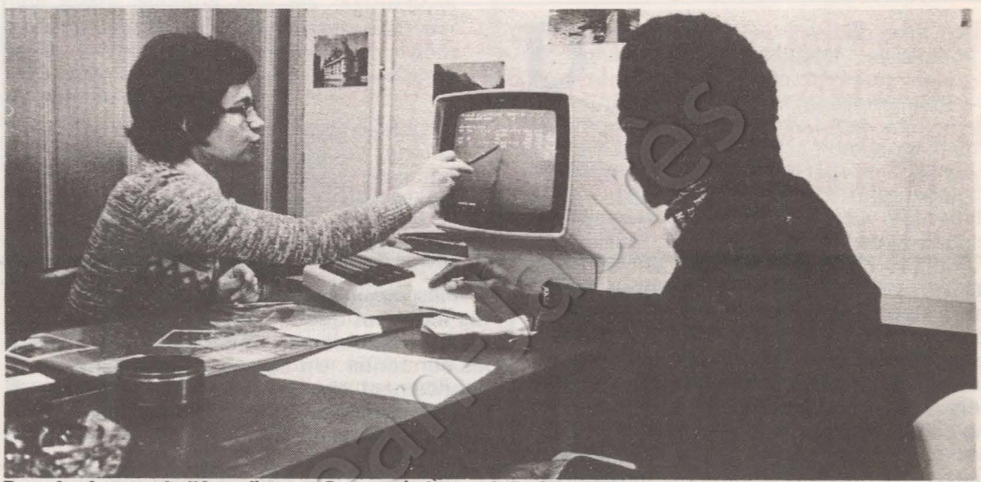
Michel Bodin a le sentiment qu'on l'a trompé. Muni de son B.e.p.c., il s'était lancé à la recherche d'un emploi dès le mois de juin 1974. Plein de bonne volonté, il achetait chaque matin plusieurs journaux pour « faire les petites annonces ». En vain. « L'été est une mauvaise période », lui disaient ses parents, alors qu'à la fin d'août et bien qu'il n'ait pas pris de vacances, il n'avait toujours rien trouvé. Le découragement commençait à le gagner. Un beau matin de septembre, enfin, la « chance » lui a souri. « J'avais trouvé un boulot de coursier dans une petite boîte, soupire Michel. J'ai pas mal bossé. Surtout pendant la grève des postes. Je n'aurais jamais cru me retrouver si vite au chômage ». Et pourtant... A la fin janvier, son patron lui explique que les affaires marchent mal. Son poste est supprimé. « Qu'à cela ne tienne, explique le patron. Cette suppression d'emploi est d'ordre économique. Vous pourrez bénéficier des allocations supplémentaires d'attente (A.s.a.) et toucher 90 % de votre salaire actuel pendant un an. De toute façon, vous aurez sûrement trouvé autre chose d'ici là ! ».

Comme coursier, Michel touchait 1 500 F par mois. Or, il ne reçoit des Assedic (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) que 600 F d'allocations par mois, auxquelles s'ajoutent 12 F par jour d'aide publique. On est loin des 1 350 F qu'il s'attendait à toucher.

Cet exemple ne surprendra pas ceux, syndicalistes ou hommes de gauche, qui ont dénoncé l'hypocrisie du Pouvoir envers les chômeurs. Le tapage fait autour de l'accord national sur l'A.s.a., signé le 14 octobre dernier par les organisations patronales (C.n.p.f. et C.g.p.m.e.) et les confédérations syndicales (C.g.t., C.f.d.t., F.o., C.g.c. et C.f.t.c.) ne peut masquer la réalité. La voici : à la fin février, 11 213 personnes seulement bénéficiaient des A.s.a. Soit 3,6 % des allocataires des Assedic et à peine 1 % du nombre total des chômeurs. Comment cela s'explique-t-il ?

Le mirage des 90 %

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ont estimé que les effets conjugués de la crise du monde capitaliste et de leur politique de « lutte » contre l'inflation pouvaient rendre la montée du chômage inquiétante, ils ont poussé le patronat à négocier, avec les syndicats, de meilleures prestations pour les chômeurs. D'où l'accord du 14 octobre. Mais il ne s'est pas conclu tout seul. Pour Jacques Leroy, représentant de la C.g.t. au conseil d'administration de l'Unedic — organisme qui fédère les Assedic — cet accord marque une victoire ouvrière et reprend partiellement un point des travaux du 38e congrès de la C.g.t. « Toutefois, précise-t-il, de nombreuses restrictions y



Dans les locaux de l'Assedic, rue Georgette-Agutte à Paris.

ont été apportées par les représentants patronaux. Ceux-ci ont limité la durée d'application des allocations supplémentaires. Contrairement à ce qui a été dit, elles ne sont pas versées pendant un an. Le droit à l'A.s.a. est, en théorie, d'une durée maximum de 365 jours. Mais, tous les trois mois, les dossiers des bénéficiaires sont examinés par des commissions paritaires des Assedic. Il semble que les représentants patronaux tentent de s'opposer au prolongement de l'A.s.a. ». Dans le Limousin, par exemple, où les dossiers des premiers chômeurs bénéficiant de l'A.s.a. ont été examinés en commission paritaire le 2 mars, la moitié des intéressés n'ont pas obtenu le prolongement de leur A.s.a.

Encore ceux-ci, par-delà l'amère surprise qu'ils ont pu en éprouver, y ont-ils eu droit pendant trois mois. Comme le prouvent les chiffres, ce n'est pas le cas de la plupart des chômeurs. La volonté patronale d'écarter le maximum d'entre eux du bénéfice de l'A.s.a. se traduit par des conditions d'attribution draconiennes de cette allocation. Ainsi, la durée de travail salarié pendant l'année précédant le chômage a-t-elle été portée de trois mois, pour l'allocation spéciale, à six mois, pour l'A.s.a. C'est ce qui vaut à de nombreux jeunes, comme Michel Bodin, mais aussi à des dizaines de milliers de salariés, notamment ceux qui travaillent par interim, de ne toucher que les allocations spéciales de chômage. Quand ils les touchent...

Par ailleurs, les chômeurs n'ont plus droit à l'A.s.a. à partir de 60 ans. Ce qui en écarte déjà près de 100 000 sur les 306 000 allocataires de l'Unedic.

Ensuite, bien qu'un accord soit intervenu le 25 février sur ce point, l'extension du bénéfice de l'A.s.a. aux salariés dont l'emploi cesse à la fin d'un chantier n'est pas encore entrée en vigueur. Elle concerne pourtant de nombreux salariés du bâtiment et des travaux publics.

Enfin, et c'est peut-être un des points les plus ambigus, pour pouvoir bénéficier de l'A.s.a., il faut pouvoir justifier de son licenciement « pour un motif économique, d'ordre conjoncturel ou d'ordre structurel ». Motif on ne peut plus flou, que rien de précis n'explicite dans la législation et dont les partenaires de l'Unedic ont longuement débattu. Les syndicats, pour leur part, ont cherché à y rattacher le plus grand nombre de cas de licenciement. Il a surtout fallu décider qui pourrait apprécier cette nouvelle motivation. L'accord du 14 octobre parlait, à ce propos, d'une « autorité administrative compétente ». Sans plus de précisions. Finalement, il a été décidé que tout employeur qui désire supprimer un ou plusieurs emplois pour motif économique est tenu d'en demander l'autorisation à la direction départementale du Travail et de la Main-d'œuvre. Déjà débordés, les inspecteurs du Travail se trouvent donc aux prises avec cette nouvelle procédure dont les délais peuvent représenter, pour le chômeur, trente jours d'attente supplémentaires. Bien souvent, en effet, les patrons n'attendent pas leur réponse pour licencier. Et, lorsqu'elle est négative, ils ne sont pas tenus de réintégrer leur personnel mais simplement de lui verser les indemnités auxquelles il a droit.

Quant à ce personnel licencié, il s'aperçoit alors avec dépit que les 90 % d'allocations espérées tiennent du mirage. Il lui faudra se contenter des 40 % d'allocations spéciales.

On se demande d'ailleurs comment les Assedic auraient pu faire face s'il en avait été autrement. Des bruits courent, d'après lesquels certaines Assedic se trouveraient bientôt en état de cessation de paiement. La montée du chômage et la création de l'A.s.a. entraînent, en effet, une forte augmentation de la masse des allocations versées par l'Unedic. De ce fait, alors que quatre mois d'allocations représentent 871 564 000 francs, ses réserves au 28 février étaient inférieures de 39 millions de francs à cette somme. Cette situation est contraire à un accord de principe adopté par le conseil d'administration de l'Unedic. Mais il ne sem-

ble pas possible pour autant d'imaginer que l'Unedic ne puisse plus faire face. Même si, à un moment particulier, telle Assedic en difficulté devait faire appel à l'Unedic. Que peut celle-ci face à l'insuffisance de ses réserves ?

Elle pourrait relever ses cotisations, qui représentent 1,80 % de la masse salariale et dont 1,44 % proviennent de la part patronale et 0,36 % de la part des salariés. Les syndicats ne semblent pas tellement favorables à cette solution. Comme le dit Leroy, « cela amputerait encore un peu plus le pouvoir d'achat des salariés, déjà atteint de plein fouet par l'inflation et le chômage partiel ». On peut également supposer que le patronat, notamment les P.m.e., y serait hostile.

Une autre solution pourrait consister à exiger le plus tôt possible une revalorisation des allocations d'aide publique. En n'accordant toujours que 12 F par jour à ce titre, l'Etat n'a pas suivi, loin s'en faut, les revalorisations d'allocations de l'Unedic consécutives à l'inflation et à la hausse des salaires.

A ce propos, il est piquant de voir Giscard d'Estaing et Chirac s'attribuer les mérites de l'A.s.a... qui ne coûte pas un centime à l'Etat. Rien n'est meilleur marché que la démagogie. La presse n'a pas beaucoup insisté sur cet aspect. Ni sur le fait que très peu de chômeurs pourraient finalement toucher 90 % de leur salaire pendant un an. Par contre, elle n'a pas manqué de déplorer les retards accumulés dans les Assedic. Ceux-ci sont réels. Encore convient-il de les expliquer.

« L'afflux des demandeurs d'emploi, explique le responsable d'une antenne de l'Assedic de Paris, nous avait déjà amenés à saturation. En un an, le nombre de chômeurs des arrondissements que contrôle mon antenne a plus que doublé. Et, d'un seul coup, on nous a demandé d'appliquer le programme A.s.a. Comme nous utilisons l'informatique, il a fallu réaliser un programme spécial, incorporant toutes les particularités du nouveau régime. Puis le personnel a dû ingurgiter la nouvelle réglementation et apprendre les nouveaux codes informatiques. Tout cela nécessite normalement d'assez longs délais. On peut dire que, grâce au dévouement du personnel, qui n'a pas lésiné sur les heures supplémentaires, cela s'est fait en un temps record ».

En tout état de cause, les Assedic ne sont pour rien dans la situation actuelle. La responsabilité en incombe entièrement aux pouvoirs publics. Et s'il vaut mieux indemniser décemment le chômage, cette solution n'est jamais qu'un pis-aller. Le but à atteindre n'est pas d'avoir « les chômeurs les mieux payés du monde » — ce qui reste à prouver. Plutôt qu'entretenir le chômage, mieux vaudrait assurer une formation réelle des jeunes et garantir à tous le droit au travail.

JEAN-LOUP REVERIER

Ma Tante est bien malade

Au nom de la rentabilité, le Mont de Piété risque de devoir fermer ses portes aux plus démunis de ses « clients ».

Alignés par centaines sur de longues étagères en bois : des fers à repasser, des tapis persans, des appareils photo, des fusils de chasse. Sur chacun de ces objets, une étiquette, avec un prix : parfois 1 000 F ou 3 000 F, le plus souvent 100 F ou même 20 F. C'est l'image désormais classique des salles de dépôt du Mont de Piété, à Paris. Une image qui n'a rien de morbide ou de déchirant. Claires, nettes, impeccablement tenues, ces salles n'incitent guère à se noyer dans des torrents de misérabilisme. Les couloirs et les salles communes de la plupart de nos hôpitaux sont autrement plus sinistres que les locaux du Crédit municipal, alias Mont de Piété, alias « Ma Tante », alias « le clou ». Quant aux clients, inutile de chercher parmi eux quelque misérable en haillons venu déposer le seul grabat d'une famille affamée. Petits fonctionnaires, retraités, jeunes couples, ils ne sont pas des « pauvres » ; ils ont simplement « besoin de boucler le mois ». Le bijou, l'appareil ménager ou le manteau qu'ils viennent déposer est estimé par un commissaire-priseur : à moins de 300 F, le « client » a un an pour venir le récupérer en remboursant la somme prêtée et en payant 12 % d'intérêt. A plus de 300 F, le prêt dure six mois et l'intérêt est de 15 à 16,50 %. Si, au bout de six mois ou un an, le propriétaire ne peut rembourser le prêt, il doit verser au moins l'intérêt, faute de quoi son objet sera vendu aux enchères.

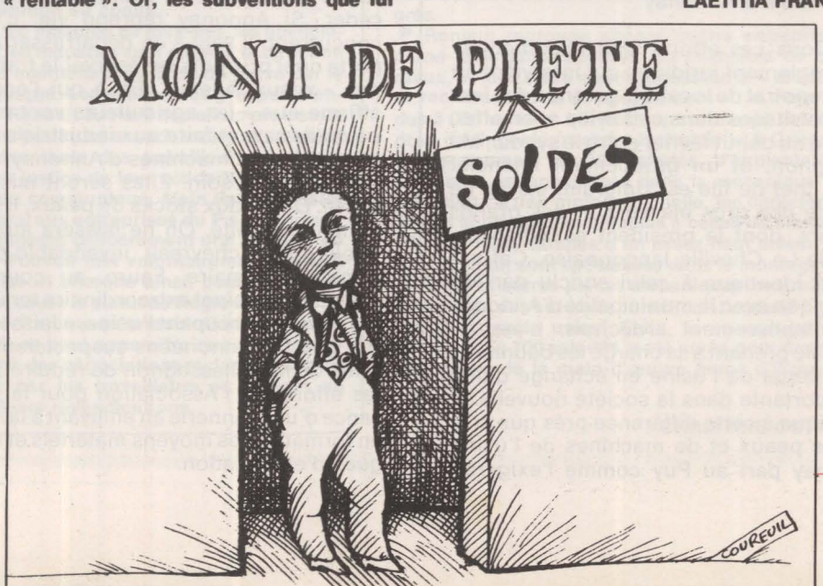
Le vieil immeuble de la rue des Francs-Bourgeois, à Paris, accueille aussi une autre catégorie de clients : des fonctionnaires venus solliciter un prêt. Le montant de ce « crédit » ne peut dépasser l'équivalent de deux mois de salaire, il est remboursable en 12 mensualités à un taux d'intérêt de 16,20 %. Toutes les opérations découlant de cette double activité — prêts sur gages et crédit aux fonctionnaires — sont traitées par un seul, même et resplendissant ordinateur. Au fond, le Mont de Piété ressemble un peu à ceux qui le fréquentent : rien dans son aspect extérieur ne peut laisser supposer qu'il éprouve des difficultés financières.

Et pourtant, « Ma Tante » a beaucoup de mal à boucler ses fins de mois. A tel point que l'inspection des Finances a ouvert une enquête pour découvrir comment mettre fin à cette situation déficitaire. Le problème est qu'à moins de se transformer en boutique d'usurier, le Mont de Piété ne peut pas être, de par sa nature même, un organisme « rentable ». Or, les subventions que lui accordent ses deux tuteurs, le ministère des Finances et, dans le cas de la capitale — car des organismes similaires existent dans trente et une villes de province — le Conseil de Paris, sont nettement insuffisantes. Les Finances, selon leur bonne habitude, commencent par se faire remettre 25 % des fonds des déposants, ne rémunérant le Crédit municipal qu'au taux de 3 %. Quant au budget accordé par la Ville de Paris, il a été fixé en 1972 à un million et demi de francs et, depuis, cette somme n'a pas été augmentée d'un centime. Avec une logique toute particulière, le Conseil de Paris — par la voix de Christian de la Malène (U.d.r.), rapporteur du budget de la Ville — reproche au Mont de Piété ses difficultés financières, mais ne lui donne pas les moyens d'y porter remède. Qu'à cela ne tienne : de la Malène a trouvé la solution. Il suffit de supprimer les prêts aux fonctionnaires et de relever la valeur minimum des prêts sur gages, fixée actuellement à 20 F. Or, contrairement à ce que l'on pourrait croire en notre époque d'« abondance », la crise économique et l'inflation ont accru le nombre des « petits » clients, obligés de mettre au clou un objet pour 20 ou 40 F. Ce sont eux qui risquent de faire les frais de l'opération.

Quant aux prêts aux fonctionnaires, de la Malène trouve qu'ils coûtent cher au budget de la Ville et qu'ils profitent beaucoup trop aux hauts fonctionnaires en raison, estime-t-il, du taux d'intérêt ridiculement bas. Argument dit « social », mais qui laisse pantois lorsque l'on sait que les trois quarts des prêts aux fonctionnaires ne dépassent pas 4 000 F, c'est-à-dire qu'ils ne concernent que des mensuels de 2 000 F maximum. D'autre part, un taux d'intérêt de 16,20 % n'a rien de tellement bas. Cela n'a pas empêché la commission du budget du Conseil de Paris d'approuver la « solution » de Christian de la Malène. Il restera à connaître les résultats de l'enquête menée par l'Inspection des Finances.

Mais, dans tout cela, il semble qu'un léger détail ait été oublié : la mission du Mont de Piété. Lorsque fut fondé le premier « Mons Pietatis » en 1462, à Perouse, l'objectif était de sortir les plus démunis d'entre les griffes des usuriers et non de faire des bénéfices. Aujourd'hui, au nom de la rentabilité, le Mont de Piété risque de perdre sa vocation première : être, au sens le plus immédiat et le plus humain du terme, au « service du public ».

LAETITIA FRANÇAIS



LA PEAU D'UNE VILLE

Tanneurs

En menant depuis dix mois une lutte très dure, les tanneurs d'Annonay défendent autant leur emploi que l'avenir d'une ville menacée de mort.

En siégeant le samedi 23 mars dans les locaux des Tanneries françaises réunies (T.f.r.), parmi les machines et les stocks de peaux sur lesquels le personnel ouvrier veille jour et nuit depuis juin dernier, le Conseil municipal d'Annonay (Ardèche) a manifesté sa volonté unanime de « prendre toutes les mesures nécessaires à la réouverture de la tannerie et à assurer le maintien de l'emploi ».

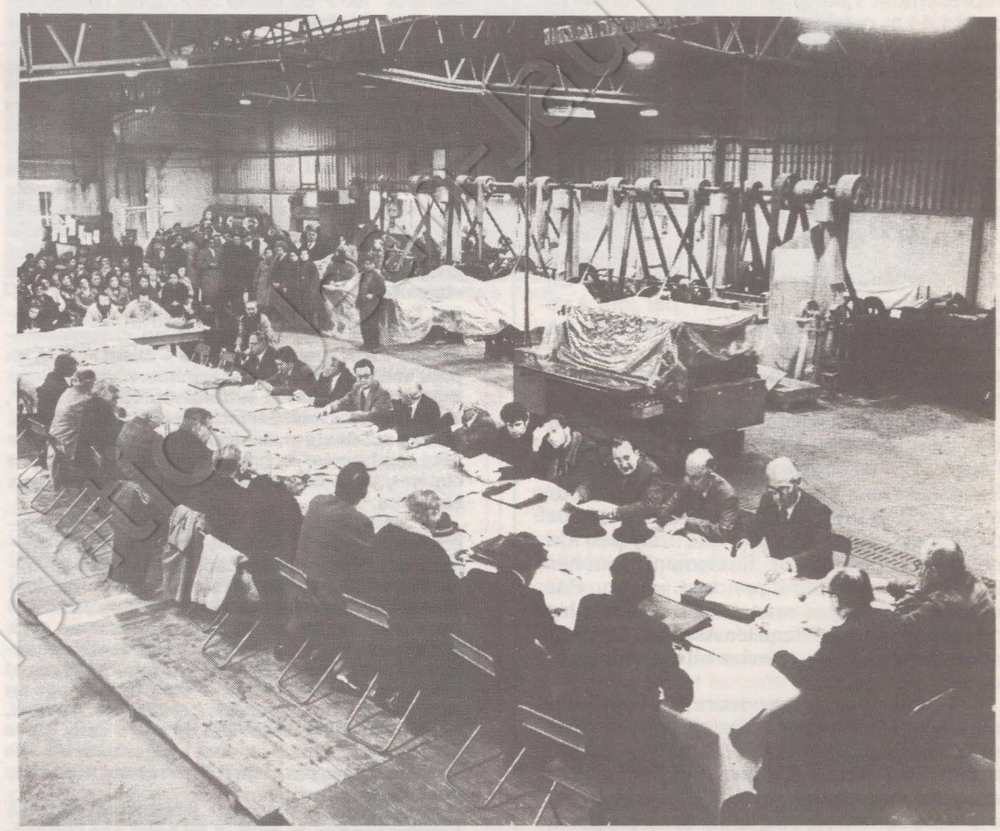
Le chef-lieu de l'Ardèche, qui a successivement vécu depuis cinq ans la crise du moulinage, puis de la papeterie et de la tannerie, est-il menacé de devenir une ville morte ? A côté des Tanneries françaises réunies, qui ont déposé leur bilan au début de 1974, la Saviem reste la seule industrie. Encore son activité est-elle ralentie par la mévente des cars. Les 300 travailleurs des Tanneries d'Annonay en chômage depuis un an vont-ils être condamnés par les exigences d'un syndic liquidateur, Me Chassagnon ? C'est ce que le Conseil municipal a demandé au chef de l'Etat dans une lettre qui a été rédigée samedi, sur le tas.

Qu'en est-il exactement des faits ? Le 12 février dernier,l'Association pour la reconnaissance d'une tannerie annonéenne (A.r.t.a.), à laquelle adhèrent les conseillers municipaux, des personnalités politiques locales et des représentants syndicaux, ainsi que des cadres de l'ex-Tannerie, espéraient en une solution, indépendamment de la seconde usine des Tanneries françaises, celle du Puy (Haute-Loire), qui emploie un millier d'ouvriers et n'a jamais cessé totalement ses activités.

A Annonay, l'A.r.t.a. et une firme d'engineering s'efforcent de constituer une société à directoire avec la participation financière d'industriels régionaux, de subventions de l'Etat et de petits porteurs et grâce à des accords avec les pays producteurs de peaux tel que l'Iran, qui est prête à investir 2 millions de francs contre une prise de participation de 10 à 15 % du capital de la nouvelle société. Une étude précise a d'ailleurs montré qu'une unité de tannerie était parfaitement viable à Annonay.

Mais tous ces efforts sont hypothéqués par un règlement juridique qui intervient au Puy. Un contrat de location-gérance des installations situées dans cette ville a, en effet, été signé au début février entre le syndic, Me Chassagnon, et un groupement financier dont le chef de file est Unigrain, caisse de solidarité des gros éleveurs et des grands céréaliers, dont le président est Chapelle, P.d.g. de La Cheville langognaise. Cet accord est identique à celui conclu par Me Chassagnon avec la municipalité d'Annonay pour l'établissement ardéchois. L'assemblée locale prenant à sa charge les bâtiments et le matériel de l'usine en échange d'une part importante dans la société nouvelle.

Identique à cette différence près que si le stock de peaux et de machines de l'usine d'Annonay part au Puy comme l'exigerait le contrat, la tannerie ardéchoise est condamnée à mort. Tel est l'enjeu de la rivalité. Chapelle, habitué qu'il est à faire la loi sur le marché de la viande, n'entend pas céder. Si Annonay reprend vie, c'est un concurrent. Il veut s'en débarrasser à n'importe quel prix puis se réserver le traitement des « veaux légers ». Et, à qui l'écoute, il affirme que « les agriculteurs vont montrer ce qu'ils savent faire aux industriels incompétents ». Les machines d'Annonay, Le Puy n'en a pas besoin. Elles seront mises à la casse. Quant aux stocks de peaux, il est fortement convoité. On ne laissera aux Ardéchois que le chevreau, invendable présentement. Le maire, Faure, au cours d'un Conseil municipal extraordinaire tenu parmi les ouvriers occupant l'usine, a laissé entendre que les Annonéens suspectaient la volonté de Me Chassagnon de réduire à néant les efforts de l'Association pour la renaissance d'une tannerie en enlevant à la société en formation les moyens matériels et techniques d'exploitation.



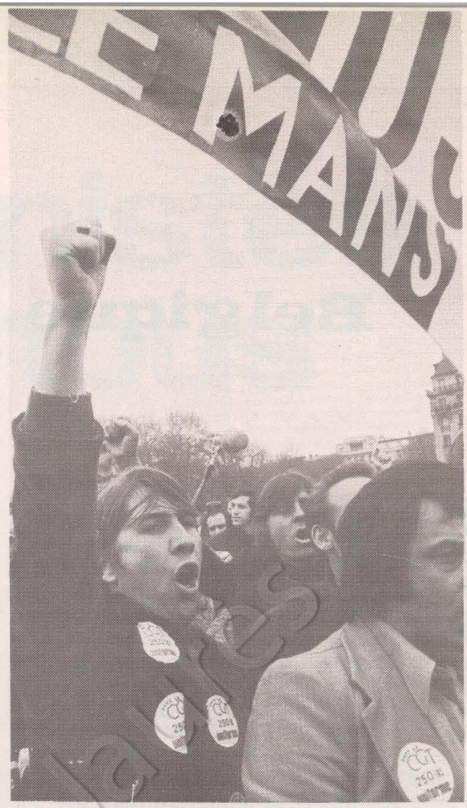
Le Conseil municipal d'Annonay siègeant dans les locaux des Tanneries, samedi dernier.

Les 300 ouvriers d'Annonay ne laisseront partir ni le matériel ni les stocks et, en siégeant parmi eux — à la demande de Paul Borrit, conseiller socialiste — la municipalité leur a manifesté sa solidarité.

Mais le sort des travailleurs dépend également des banques, importants créanciers des ex-Tanneries françaises réunies. 80 % des stocks de peaux sont en effet warrantés, c'est-à-dire gagés au profit d'un pool bancaire conduit par la B.n.p. En prenant acte que deux sociétés, l'une au Puy, l'autre à Annonay, s'engagent à réaliser l'actif des T.f.r., le pool bancaire se livrera-t-il à une surenchère dans la commercialisation du stock de peaux et des machines ? Le sort des 300 tanneurs et indirectement l'avenir de la ville d'Annonay sont bien entre les mains des industriels de la viande et des banques ! Quant au gouvernement et au député Républicain indépendant Henri Torre, ils ne se manifestent guère.

ROBERT BUTHEAU

RADIOSCOPIE Grèves DE RENAULT



Alors que la sixième semaine du conflit Renault était déjà, mercredi, bien entamée, la situation semblait soudain se débloquer. En prenant l'initiative d'une « ouverture » au Mans, les syndicats renvoyaient la balle dans le camp de la direction. Dans le jeu des vetos successifs opposés par celle-ci et par le Pouvoir, qui au juste tire les ficelles ? Après l'annonce de trois jours supplémentaires (27-28 mars et 1er avril) de lock-out à Billancourt, les 8 000 à 10 000 travailleurs concernés se posaient plus que jamais la question mercredi.

Qui sont les travailleurs de la première entreprise française ? D'où viennent-ils et comment se répartissent-ils dans les principales usines de la Régie ? Telles sont les questions auxquelles « l'Unité » a voulu répondre le plus précisément possible, dans la mesure où ces éléments conditionnent bien des aspects de leur lutte.

La Régie Renault regroupe deux types d'usines bien distinctes : d'une part, les usines qui font de l'usinage et du montage d'organes (boîtes de vitesses, moteurs, trains avant ou arrière...) et qui nécessitent une main-d'œuvre assez qualifiée. Dans cette catégorie peuvent se ranger les usines du Mans, de Cléon et d'Orléans. D'autre part, les usines où sont montés les véhicules : aucune qualification particulière n'y est requise. Ce sont donc les usines où la proportion des O.s. est de loin la plus importante, où les directions ont tendance à faire appel à une main-d'œuvre de jeunes (« Sur une chaîne, à 40 ans on est vieux ! ») et d'immigrés. Ces caractéristiques se retrouvent principalement à Billancourt, à Flins et à Sandouville, les trois centres producteurs de véhicules finis.

▶ L'histoire des automobiles Renault commence au sud-ouest de Paris, à Boulogne-Billancourt. C'est là que Louis Renault installe sa première usine au début du siècle. Depuis le premier atelier, bien du chemin a été parcouru. Dans les Hauts-de-Seine, la Régie constitue, à elle seule, une ville qui s'étend sur plusieurs hectares et regroupe 33 000 salariés. L'Histoire est, ici, partout présente. Nombreux sont ceux qui se rappellent très bien les destructions occasionnées par la Deuxième Guerre mondiale dans l'usine et sa nationalisation en 1945. La tradition ouvrière ne date donc pas d'hier et l'attachement à l'entreprise nationalisée est profondément ancré dans la conscience des travailleurs.

Si les techniciens et les O.p. ont toujours connu une grande stabilité professionnelle, ce n'est pas le cas pour les O.s. Regroupés dans l'île Seguin et comptant 80 % de travailleurs immigrés, ils voient sans cesse leur proportion regresser par rapport aux autres catégories de personnel. Car chez Renault, comme partout dans la région parisienne, la main-d'œuvre peu qualifiée est systématiquement décentralisée.

▶ Le deuxième usine Renault voit le jour au Mans, juste à la fin de la guerre. Installée sur l'emplacement d'une scierie — on utilisait alors beaucoup de bois dans l'industrie automobile — l'entreprise a compté jusqu'à 11 000 salariés avant 1972. A présent, elle n'en compte plus que 9 500 faute de surface pour étendre l'usine et vu la place sans cesse grandissante occupée par les machines.

Jusqu'en 1960, on a pu parler de travailleurs semi-ruraux qui, bien que très attachés à la nationalisation de Renault, ne possédaient pas encore une conscience de classe ouvrière. Les licenciements de 1961 leur feront sauter le pas. Signe révélateur de cette évolution : à présent, 80 % des salariés de l'usine habitent sur place, au Mans.

Ce qui contraste avec les autres succursales Renault, c'est l'importante stabilité du personnel. Ici, on entre pour faire carrière. D'ailleurs, la structure de l'entreprise a été mise en place par promotion interne. Pour une moyenne d'âge de 40 ans, l'ancienneté moyenne tourne autour de 13 à 15 ans.

D'une haute technicité, la main-d'œuvre ne compte pas ou peu de travailleurs immigrés. Pour les O.s., le point noir réside précisément dans leur qualification : sans espoir de promotion à l'heure actuelle, ils sont pratiquement condamnés à faire toute leur vie un travail sous-qualifié par rapport à leurs aptitudes. Ainsi s'explique la grande combativité des travailleurs du Mans, d'autant que la stabilité a permis d'atteindre un taux record de syndicalisation dans la Régie.

▶ L'usine de Cléon, située à 15 km de Rouen et à proximité d'Elbeuf, et qui compte 8 000 salariés, présente de grandes analogies avec l'usine du Mans. Même stabilité, mêmes origines rurales de travailleurs dont la conscience de classe s'accentue avec les années, même degré de technicité, même absence d'immigrés. Le diagnostic des syndicats ne laisse pas de doute : dans 7 ou 8 ans, la combativité des travailleurs de Cléon sera similaire à celle des salariés du Mans.

▶ Flins, avec ses 21 000 salariés, est par ordre d'importance la deuxième usine de Renault, derrière Billancourt. Elle offre toutes les caractéristiques des usines où sont montées les automobiles : les O.s. y représentent au moins 80 % de l'ensemble du personnel. Parmi eux, plus de 50 % d'immigrés, sans compter les travailleurs français transplantés de Bretagne ou d'autres provinces qui se considèrent, eux aussi, comme des déracinés. Avec une moyenne d'ancienneté assez faible du fait des arrivées et des départs incessants, cette usine s'apparente aux usines parisiennes de la Régie. Pour les syndicats, la tâche n'en est pas simplifiée, la taille énorme de l'entreprise et le roulement des salariés rendant toute organisation difficile.

▶ Autre usine de montage des véhicules : celle de Sandouville. Implantée depuis moins de 10 ans à 15 km du Havre, elle compte, contrairement à Flins, à peine 10 % d'immigrés sur 10 000 salariés. Mais on peut dire que si un travailleur sur deux habite Le Havre, le deuxième est d'origine rurale et réside loin de l'entreprise, à parfois plus de 50 km. Le spectacle de l'arrivée ou du départ des cohortes de cars amenant les travailleurs est impressionnant. C'est certainement l'usine de la Régie qui connaît le plus gros trafic de ce genre, avec Flins. Ce fait apporte d'ailleurs la preuve que les technocrates qui ont décidé de l'implantation de la succursale Renault à Sandouville pour répondre aux problèmes d'emploi de la région havraise, ont raté leur but. Une fois de plus, la population locale, assez qualifiée, refuse la déqualification des postes d'O.s. au montage des voitures.

Si une tradition ouvrière n'existe pas encore vraiment dans cette entreprise, il est possible qu'elle se crée assez vite. En effet, chaque année, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à venir habiter près de l'usine.

▶ Une autre succursale Renault en cours d'implantation à Douai risque de rencontrer les mêmes problèmes que l'usine de Sandouville. Employant pour le moment 1 500 personnes, il est prévu qu'elle totalise 8 000 à 10 000 salariés. Implantée dans le Nord, toujours pour résoudre les problèmes d'emploi, il n'est pas sûr qu'elle puisse recruter sur place une main-d'œuvre si peu qualifiée. Chacun, dans la région, a encore en tête l'exemple de l'entreprise de montage Chausson à Maubeuge. Pour pourvoir les 2 000 postes prévus, la direction a dû faire venir des travailleurs immigrés.

▶ Renault regroupe encore quatre entreprises d'une taille plus modeste. Un ensemble de bureaux, à Rueil entre autres, constitue la « division de recherche et de développement » : la majorité des 3 000 salariés qui la composent sont des cadres, des ingénieurs et des techniciens. A Orléans, une succursale de 950 salariés, d'implantation ancienne, est spécialisée dans la mécanique de précision ; à une moindre échelle, les caractéristiques sont assez semblables à celles du Mans. A Choisy, 1 200 salariés d'un assez haut niveau de qualification sont spécialisés dans le montage de moteurs et autres pièces mécaniques ; autrefois, le montage des autorails constituait l'activité principale de cette usine. Enfin, la succursale de Dreux, avec 700 salariés, a été créée pour drainer une partie de la main-d'œuvre jeune d'Eure-et-Loir.

CHRISTINE COTTIN

Les sections et groupes d'entreprise socialistes de la Régie Renault condamnent le refus systématique opposé par la direction et le Pouvoir à toute négociation avec les travailleurs. Une telle attitude bloque toute possibilité de solution au conflit.

Après les mesures de lock-out, les licenciements et les menaces sur l'emploi, la direction s'attaque maintenant au droit de grève par le biais juridique. Les sections et groupes d'entreprise Renault du Parti socialiste protestent contre ces pratiques scandaleuses et assurent les représentants des travailleurs du Mans traînés en justice de leur solidarité active.

Dans un communiqué, Alain Rannou, délégué général aux entreprises du P.s., a précisé : « En engageant délibérément une épreuve de force, le Pouvoir met volontairement en péril l'entreprise et cherche ainsi, peut-être, à remettre en cause le statut de Régie nationale de Renault. » Il ajoute qu'une solution acceptable du conflit ne peut apparaître que par l'ouverture rapide des négociations réclamées depuis le début par les travailleurs et prenant en compte leurs revendications.

Belgique

ALLEZ AU VAL !...

Aux Cristalleries du Val Saint-Lambert, près de Liège, « on fabrique, on vend, on se paye » avec le soutien de toute la Belgique, Wallons et Flamands pour une fois confondus.

Voilà maintenant deux mois que les Cristalleries du Val Saint-Lambert tournent sans patron. Dans cette vieille entreprise de la banlieue industrielle de Liège, fondée en 1789 et située à Seraing, à 10 km de la ville, ce sont aujourd'hui les ouvriers qui assurent le fonctionnement de l'usine.

Tout a commencé le 28 janvier. Ce jour-là, les 524 travailleurs des Cristalleries — dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire depuis quatre ans — apprennent qu'ils ont le choix entre trois solutions : la fermeture pure et simple de l'entreprise, le maintien d'une activité industrielle réduite occupant 150 à 200 personnes, l'ouverture d'un atelier artisanal, fournissant 80 emplois. Immédiatement, le 29 janvier, les représentants des deux organisations syndicales belges (F.g.t.b. et C.s.c.) convoquent le personnel pour l'informer et exprimer leur désaccord sur les solutions proposées. Analyse partagée par les travailleurs des Cristalleries : à la quasi-unanimité (7 voix contre seulement), ils votent l'occupation de l'entreprise et décident d'assurer son fonctionnement, pour la fabrication comme pour la vente. L'ancienne direction est aussitôt remplacée par un Comité de grève de 35 membres (parmi eux, 9 permanents des deux syndicats) chargé non seulement de veiller au fonctionnement de l'entreprise, mais aussi de faire face aux problèmes juridiques posés par une telle situation.

Soutien immédiat

Le jeudi 30, à 8 h du matin, tout le monde est au travail, la production reprend. Tout le monde aussi a été payé. Durant la nuit, les stocks et les matières premières disponibles ont été évalués. Le matin même, les ventes commencent dans un local de la cour du château.

Le soutien de la population est immédiat. Dès le vendredi, des milliers de visiteurs déferlent sans arrêt toute la journée : les grévistes décident alors d'ouvrir les Cristalleries au public durant le week-end. Et, le samedi, le dimanche, les visiteurs affluent de nouveau, « au point d'embouteiller la ville de Seraing et de mobiliser plusieurs escouades de policiers motocyclistes pour canaliser le flot de la circulation », écrit le quotidien belge « le Soir ». Car l'ensemble de la population comprend tout de suite que la lutte engagée aux verreries ne constitue pas seulement un réflexe de défense : elle veut aussi illustrer la résistance des travailleurs de Wallonie face à un chômage grandissant dans la région. Débrayages et manifestations viennent soutenir les travailleurs du Val. L'événement est tellement sensible en Belgique qu'il dépasse rapidement les clivages linguistiques : les verriers obtiennent un soutien chaleureux des Flamands, tant de la part des syndicats que des partis de gauche.

Les grévistes ne se contentent pas de faire fonctionner l'usine. Ils ont également élaboré des propositions précises sur l'avenir des Cristalleries. Face à l'Etat qui souhaite limiter les frais en ramenant l'entreprise à une dimension artisanale — ce qui ramènerait aussi le nombre des emplois à un niveau très bas ! — les travailleurs du Val veulent maintenir une activité industrielle. Ils réclament également que l'entreprise soit nationalisée, afin d'empêcher l'Etat de vendre ses actions à des firmes multinationales : une victoire qui constituerait un précédent important puisque la Belgique ne possède aucune entreprise sous statut public.

Enfin, les syndicats proposent un système de contrôle de la gestion, différent de la cogestion allemande : le comité de surveillance ne serait pas responsable de l'ensemble de la gestion dans tous ses mécanismes, mais il aurait un droit de veto sur les options fondamentales. Une proposition originale qui paraît être, à plusieurs titres, un des côtés les plus intéressants de cette expérience. Tout en étant conscients des difficultés, même en cas de victoire — il s'agit, comme toujours dans des cas semblables, d'entreprises où les erreurs de gestion accumulées depuis des années ont conduit à une situation financière et technologique très compromise — les syndicats wallons savent qu'ils n'ont pas le choix : il ne peuvent créer de tels précédents dans des entreprises de pointe, tant elles sont protégées par le système, et donc à l'abri d'une crise de ce genre.

Par contre, un renflouement éventuel des Cristalleries dans le cadre d'une industrie nationalisée sous contrôle ouvrier pourrait servir d'exemple, non seulement aux travailleurs belges, mais à tous les travailleurs européens.

On se souvient, en Wallonie, combien la lutte des Lip a eu d'importance : quelques mois après la reprise du travail, on pouvait encore voir sur les murs de Liège les vestiges de la solidarité apportée aux travailleurs de Besançon par les travailleurs belges.

Un matelas de protection

Pour le moment, les perspectives sont loin d'être défavorables. L'entreprise, située en plein milieu des hauts fourneaux, bénéficie du matelas de protection constitué par les ouvriers sidérurgistes de Cokeril, réputés pour leur radicalisme : aucun danger donc du côté des « forces de l'ordre ». D'autre part, la poursuite des ventes peut assurer la perennité du système commercial et empêcher le pourrissement du mouvement. Quel que soit le jugement que l'on peut émettre sur la lutte des travailleurs du Val, cette occupation a le mérite de l'originalité, le mérite d'exister, et celui d'apporter une contribution nouvelle aux luttes sur l'emploi.

Lors de la grève chez Lip, des cars entiers de travailleurs belges étaient venus apporter leur soutien : aujourd'hui, on comprend la joie des travailleurs du Val lorsque ce sont des Français — hélas trop peu nombreux — qui viennent les saluer et les soutenir. L'entreprise est ouverte tous les jours, samedi et dimanche compris ; une équipe de volontaires y effectue ses tâches productives, afin que les visiteurs puissent mieux comprendre leur attachement à leur tâche. Les Cristalleries sont proches de la France, à 10 km de Liège. Au Val, vous serez accueillis comme des frères : il suffit de dire que vous êtes socialistes et Français de surcroît.

DANIEL MOTHÉ

Glaverbel contre Riboud

A Goilly-lès-Charleroi, un autre conflit vient de s'achever. Là aussi, 589 salariés luttaient depuis près de 2 mois pour préserver leur emploi. Là aussi, ce sont des verriers qui étaient touchés. Là aussi, les ouvriers ont adopté des formes de lutte originales. Et les travailleurs de Glaverbel ont gagné.

Glaverbel est une filiale belge du groupe français B.s.n.-Gervais-Danone, qui fabriquait du verre à vitre. Cette filiale, le groupe B.s.n. avait purement et simplement décidé de la fermer au 1er février 1975. Sans prévoir que tous les travailleurs allaient se battre sur un mot d'ordre : « Non aux licenciements, non au démantèlement de Glaverbel », en occupant l'usine et en procédant à la vente sauvage de leur fabrication : des panneaux de verre de grandes dimensions. Les verriers ont finalement fait céder B.s.n. : leurs emplois, leurs salaires et l'unité de leur entreprise sont aujourd'hui préservés. La fabrique sera reconvertie pour transformer le verre. Prochaine étape de la lutte pour les travailleurs de Glaverbel, dont un des mérites a été de mettre en évidence, au cours du conflit, le rôle grandissant des multinationales : obtenir dans l'entreprise un contrôle ouvrier.

Les communistes Italiens et nous

PAR JEAN PRONTEAU

Le P.c.i., on le sait, est le plus puissant des Partis communistes d'Europe occidentale. Avec ses 1 700 000 adhérents (dont 135 000 nouveaux inscrits) et près de dix millions d'électeurs, le P.c.i., qui puise l'originalité de son inspiration dans l'œuvre d'un des plus profonds penseurs marxistes, Antonio Gramsci, se présente, ainsi que l'a voulu son autre formateur Palmiro Togliatti, comme la force décisive de la société italienne. Sa politique et ses initiatives sont au centre de tous les débats en Italie et il est confronté aux problèmes brûlants de cette zone du monde en pleine évolution allant du Portugal au Moyen-Orient et qui affectent toute l'Europe.

Les analyses et les orientations proposées par le XIVe congrès du P.c.i., en présence de 80 délégations étrangères, représentant les principaux P.c., P.s. et mouvements de libération nationale, ne se limitent donc pas à la situation italienne, pour grave et préoccupante qu'elle soit. Elles concernent le mouvement ouvrier dans son entier et toutes les forces de progrès et de paix. A ce titre, elles nous intéressent directement.

La presse française et étrangère a beaucoup disserté sur le sens qu'il faut attribuer à la ligne définie par Enrico Berlinguer il y a un an et demi, après le coup d'Etat au Chili. Que faut-il entendre par l'expression un peu ambiguë, à consonance provocatrice, de « compromis historique » ? S'agit-il de poser la candidature du Parti au gouvernement d'un Etat devenu en trente ans le fief privé de la Démocratie chrétienne, et dont les faiblesses, les carences et les soubresauts engendrent des phénomènes de décomposition favorables aux aventuriers néo-fascistes ? Sans doute le P.c.i. ne recule-t-il pas devant cette éventualité, tout en posant ses conditions à l'entrée au gouvernement. Mais gardons-nous de réduire la stratégie du « compromis historique » à cet aspect. Il s'agit plutôt de l'interpréter à la fois comme constat et comme projet, une sorte de long cheminement sur la « voie italienne au socialisme ». Le constat n'est pas nouveau. L'un des pères fondateurs de la République italienne moderne, Palmiro Togliatti, le faisait déjà peu de temps après son retour sur le sol natal en 1943 : Il y a trois composantes essentielles de la réalité et de l'Histoire italiennes, la composante communiste, la socialiste et la catholique. Les masses ouvrières et populaires catholiques sont nombreuses et partie prenante au tissu démocratique de la vie sociale. On ne gouverne pas l'Italie avec 51 % des voix.

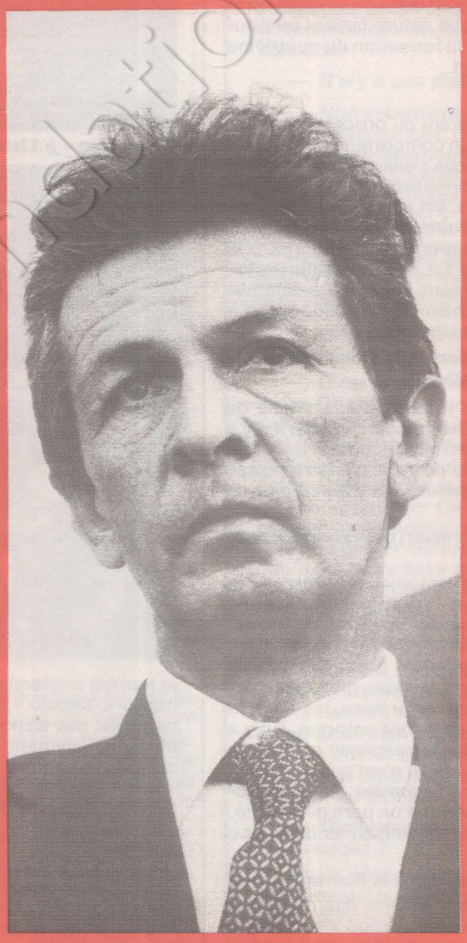
Le « compromis historique », après avoir fondé l'antifascisme et la restauration de la démocratie hier, devient aujourd'hui l'expression « naturelle » du rapprochement des travailleurs dans les usines, de leur unité dans les syndicats, voire dans celles des régions dirigées par la gauche. En ce sens, le « compromis », comme l'a rappelé Bruno Trentin, se fait chaque jour dans les luttes réelles et vise objectivement à rompre le monopole du groupe dirigeant de la D.c. qui, par tous les moyens, s'oppose à sa généralisation au niveau de l'Etat.

L'axe de cette stratégie de rupture est constitué par l'unité politique des communistes et des socialistes, par l'unité de la classe ouvrière. Le P.s.i. est caractérisé dans ce cadre comme « force vitale et essentielle du mouvement ouvrier et démocratique ».

Le projet immédiat s'inscrit dans les directives du congrès : battre aujourd'hui le secrétariat de la D.c. et Fanfani en particulier, qui suivent une ligne aventureuse pouvant mener au chaos.

Le projet à long terme est de sortir progressivement l'Italie de la logique capitaliste, d'affirmer le rôle dirigeant de la classe ouvrière pour construire un Etat socialiste fondé sur la pluralité des partis et des courants idéologiques ; un Etat laïque où les catholiques seront à part entière. Entre ce présent et cet avenir, il n'y a évidemment pas de solution de continuité. Dans les luttes d'aujourd'hui, tout le futur est à l'œuvre.

Ces luttes visent à orienter le combat populaire contre les conséquences de la crise économique italienne qui relève, dit-on à Rome, de la crise économique mondiale et s'aggrave de distorsions et erreurs répétées propres aux gouvernements successifs. A ce propos, le P.c.i. déclare sans ambiguïté qu'il faut limiter l'inflation et le déficit de la balance des paiements, lutter contre les gaspillages et la chute de la production et des investissements. Il n'hésite pas à reconnaître la nécessité d'un effort unitaire de tout le peuple pour faire face à une situation pleine de périls pour les institutions et pour le pays et qui implique une « période de durs efforts pour tout le peuple, de tension de toutes les énergies nationales » et la recherche d'un nouveau modèle de développement.



Enrico Berlinguer.

Mais la crise est mondiale et ses dimensions internationales, grosses de dangers, peuvent conduire à des aventures militaires. Ici aussi se manifeste la démarche originale du P.c.i. et sa grande tradition internationaliste, ainsi que sa solidarité avec les Etats socialistes tels que l'évolution historique les propose. Dans ses efforts pour sauvegarder et approfondir la détente et la coexistence pacifique, il indique la nécessité d'une initiative du mouvement ouvrier occidental en faveur d'une coopération mondiale, politique et économique, qui mette en œuvre la recherche de nouvelles sources d'énergie, la reconquête des terres en friches, la lutte contre la famine et la pollution.

Berlinguer évoque comme hypothèses raisonnables pour l'avenir celle d'une refonte internationaliste de la communauté humaine et d'un gouvernement mondial... Aucune solution, cependant, aucun renouveau ne sont possibles si n'est pas résolu, sur la base de l'égalité et de l'intérêt commun, le problème du Tiers-Monde.

A l'heure actuelle, il s'agit aussi d'affirmer le patrimoine historique et spécifique de l'Occident dans le processus du socialisme et de lutter pour une Europe occidentale qui ne soit ni anti-américaine ni anti-soviétique et qui, sans renoncer au Pacte atlantique, interviendrait activement pour favoriser le dialogue entre les deux Grands et le dépassement graduel de la politique des blocs.

Pendant que se déroulait le débat du congrès, les événements du Portugal allaient donner à Fanfani prétexte pour attaquer le P.c.i. à propos de l'interdiction du Parti de la démocratie chrétienne portugais par le Conseil de la Révolution, bien qu'il n'ait, pas plus que Giscard d'Estaing ou Poniatowski, jamais élevé la voix contre la dictature de Salazar et de Caetano.

Berlinguer, en conclusion des travaux, a repondu avec une grande netteté : « Nous ne sommes pas d'accord avec les décisions visant à confondre certains comploteurs avec les partis auxquels ils appartiennent ». Il a réaffirmé la nécessité d'assurer à toutes les formations politiques le plein exercice des droits démocratiques. Tout en expliquant le rôle spécifique de l'armée portugaise dans certaines périodes de l'Histoire de ce pays, singulièrement celui du M.f.a. dans la révolution antifasciste de 1974, et en réaffirmant son soutien au Parti communiste portugais, il s'est interrogé sur l'opportunité d'institutionnaliser la présence des forces armées à la tête de l'Etat.

Sur beaucoup de questions communes, je l'ai dit dans le message du Parti socialiste au congrès, les vues du P.c.i. sont proches des nôtres, voire communes et, malgré les différences de leurs traditions nationales et la spécificité de leurs problèmes actuels, socialistes et communistes de France et d'Italie ont beaucoup à gagner à approfondir leur compréhension réciproque, à rechercher la convergence de leurs objectifs et à unir leurs actions. Il ne s'agit pas seulement de proximité géographique, de fraternité forgée dans les combats contre le fascisme et d'affinités de civilisation. Il y va aussi de la victoire commune et du socialisme.

EXCLUSIF

ENTRETIEN AVEC MARIO SOARES

L'envoyé spécial de « l'Unité » au Portugal, Maurice Fabien, a recueilli les premiers échos de la campagne électorale. A la veille de la constitution du nouveau gouvernement provisoire, dont il demeure l'un des principaux membres, Mario Soarès lui a confié, en exclusivité pour notre journal, ses craintes et ses espoirs sur l'évolution de la situation portugaise.

« L'UNITE » : Quelle analyse faites-vous de la tentative de coup d'Etat du 11 mars et de ses conséquences ?

MARIO SOARES : Il y a eu ce jour-là un coup d'Etat contre-révolutionnaire dont les conditions exactes n'ont pas encore été totalement éclaircies et qui a entraîné la fuite du général Spinola. En conséquence, le Conseil de la Révolution a été formé. Il a pris des mesures de restructuration profonde de la vie économique et politique du Portugal. Les aspects les plus marquants de cette deuxième étape de la Révolution portugaise ont été la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, avec tout ce que cela implique dans une société comme la nôtre et où les banques dominent de fait une grande partie de l'économie du pays. D'un autre côté, il y a eu l'institutionnalisation du Conseil suprême de la Révolution qui détient maintenant l'ensemble des pouvoirs politiques — législatif et exécutif — d'orientation et de direction du processus révolutionnaire. Ceci veut dire qu'il y a eu une altération constitutionnelle profonde qui a conduit à l'absorption du Conseil d'Etat, après élimination des éléments civils, et de la Junte de salut national dans ce Conseil de la Révolution. Au niveau de la vie politique, cela implique naturellement un nouveau pacte avec les partis politiques dans le cadre de la formation du quatrième gouvernement provisoire très différent du précédent.

— Que pensez-vous précisément du M.f.a. ?

— Le P.s. a toujours pensé que le M.f.a. est le garant du processus démocratique au Portugal. Et nous avons eu avec le M.f.a. un comportement de totale loyauté, de totale coopération dans la mesure où nous pensons que le M.f.a. veut réaliser son programme, c'est-à-dire institutionnaliser une démocratie politique, mais aussi économique et sociale. Le M.f.a. est essentiel au processus démocratique portugais, car nous avons vécu 48 ans de fascisme et treize ans de guerre coloniale. Cette situation a laissé des marques profondes dans la vie politique portugaise. Sans la force matérielle du M.f.a., la démocratie portugaise pourrait difficilement se consolider. C'est en ce sens que le P.s. a défendu l'institutionnalisation provisoire du M.f.a. dans une phase de transition jusqu'à la consolidation des institutions démocratiques portugaises.

— « Provisoire », cela veut dire jusqu'aux élections à la Constituante ou jusqu'aux élections à la première Assemblée législative ?

— Le délai n'est pas encore bien défini. Mais il s'agit d'une phase de transition qui peut durer deux ou trois ans. Ceci est notre point de vue. Il n'y a pas de démocratie sans la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Nous admettons que, dans une phase transitoire, le pouvoir militaire puisse créer les bases de cette démocratie, mais s'il se perpétuait il n'y aurait plus de démocratie.

— Quand vous dites que le Parti socialiste est le rempart de la liberté, à quoi pensez-vous ?

— Je pense au fait que, depuis dix mois, le P.s. s'est toujours battu pour la liberté, pour l'exercice des libertés publiques et pour la pratique quotidienne des libertés : la liberté d'association, la liberté religieuse, la liberté de propagande, la liberté d'organisation des partis politiques, la liberté de la presse. Il est même possible que si le P.s. n'avait pas pris une position aussi ferme pour défendre, par exemple, la liberté syndicale, ou encore, la réalisation des élections dans le délai prévu dans le programme des Forces armées, les libertés politiques au Portugal souffriraient actuellement de certaines entorses. Il n'y a pas de doute que la liberté de la presse et la possibilité de s'exprimer sont en ce moment soumises à des vicissitudes avec lesquelles le P.s. n'est pas d'accord. Nous considérons que la Télévision et certaines radios nationales ou paranationales sont mises au service d'une idéologie déterminée et d'un parti déterminé. Ce fait est contraire à l'équilibre et au pluralisme indispensables dans une société véritablement démocratique.

— Avez-vous des exemples concrets de ces atteintes à la liberté ?

— Il suffit de lire les journaux tous les jours pour trouver des quantités d'exemples. Il suffit de voir comment ils rendent compte de nos « comices » (meetings publics). Nous avons droit à un espace et à une position relative dans



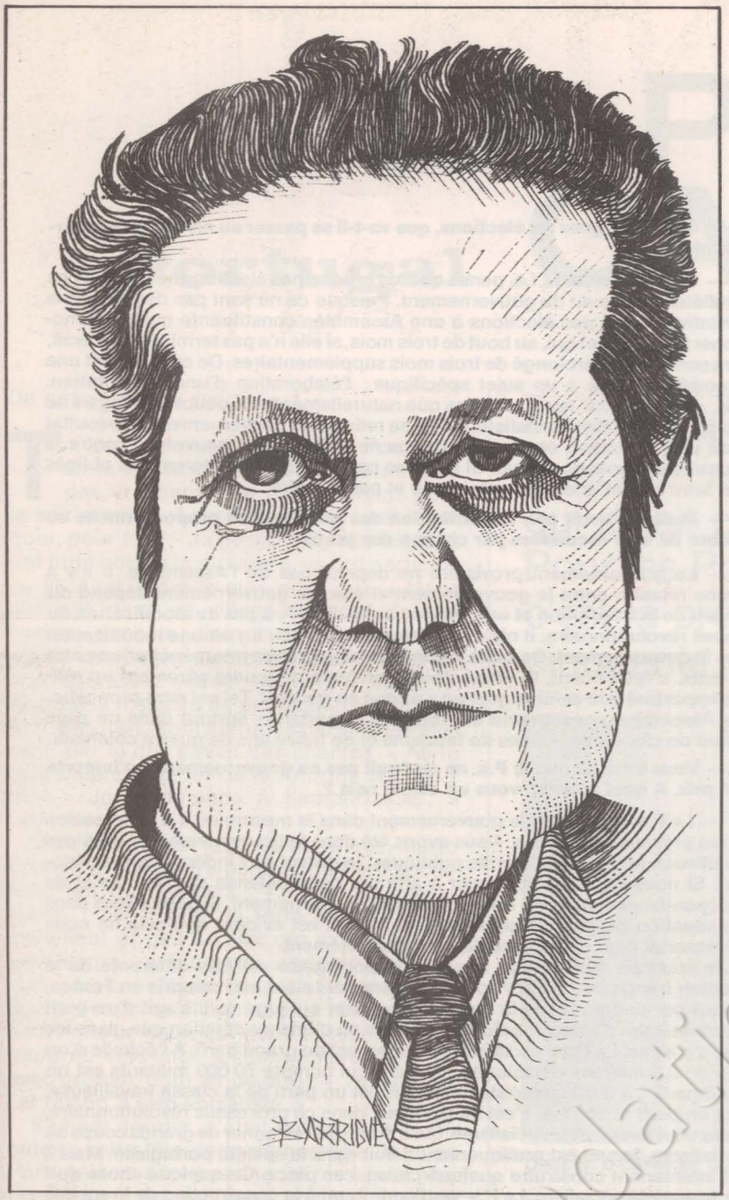
« Comices » à Lisbonne et dans la campagne.



le journal totalement différents de ceux qu'occupe le Parti communiste. Prenons « O Seculo », qui est administré par l'Etat et devrait donc être impartial : il ne parlait pas samedi en première page de notre comice de vendredi soir, qui a été un événement national. Si, par contre, le P.c. ou le M.d.p. avaient réuni autant de monde à Lisbonne, nous aurions vu un article de trois colonnes à la « une » avec d'immenses photographies. Ceci démontre qu'il y a une manipulation des organes de communication sociale.

— Quelles sont donc les relations avec le Parti communiste et le P.p.d. ?

— Le Parti socialiste est un parti autonome, qui a naturellement des relations avec les autres partis, mais qui n'a d'alliance privilégiée avec aucun d'eux. Nous allons aux élections comme « P.s. », sans aucune alliance ni avec le P.p.d. ni avec le P.c. Mais nous avons des relations avec les deux dans le cadre de la coalition.



Nous avons eu avec le P.c., il y a huit ou dix jours, dans le cadre de la crise provoquée par les événements du 11 mars, une réunion pour faire l'analyse de la situation. Nous nous sommes limités aux problèmes sur lesquels nous avons des points d'entente et à quelques autres points, fondamentaux, sur lesquels nous ne sommes pas d'accord : par exemple, l'unicité syndicale, la conception des libertés publiques, la constitution de la nouvelle équipe gouvernementale et le projet politique qui doit être proposé au pays. Sur tous ces points, les positions du P.s. sont différentes de celles du P.c.

Nous avons dit en janvier dernier, que si le P.c. ne joue pas le jeu de la démocratie, ce sera une tragédie pour ce pays. Nous maintenons cette position, intégralement. Le secrétaire général du P.c. Alvaro Cunhal a fait récemment une déclaration suivant laquelle « la démocratie bourgeoise », comme il dit, « est dépassée au Portugal. » L'intention du P.c. serait-elle donc d'installer au Portugal une démocratie dite populaire ? Nous n'acceptons pas cette perspective. Nous considérons que les libertés ne sont pas bourgeoises, qu'au contraire, les libertés publiques sont révolutionnaires. Sans libertés, nous n'aurions pas pu faire les transformations que nous avons réalisées jusqu'à maintenant. Si nous retirons les libertés au peuple portugais, l'évolution révolutionnaire de ce pays sera bloquée et nous passerons d'un capitalisme monopoliste, qui était celui que nous connaissions au Portugal, à un capitalisme d'Etat de façade socialiste.

Une évolution de ce type créerait les plus grandes difficultés à la gauche européenne. Les communistes italiens ont protesté, les syndicats italiens ont déclaré que l'évolution de la société portugaise peut créer de graves difficultés pour la démocratie en Italie. Les communistes espagnols font des déclarations identiques. L'évolution et les incertitudes qui pèsent sur le Portugal paralysent toute l'évolution politique de l'Espagne qui pouvait se faire dans le sens de la démocratie. Elle favorise les forces conservatrices de ce pays.

— Précisément, le fait que d'autres partis communistes comme l'italien et l'espagnol aient pris des positions critiques à l'égard du P.c.p. ne permet-il pas de penser que celui-ci a des positions particulières ?

— Il semble qu'il en soit ainsi, dans la mesure où il n'a jamais fait une déclaration claire dans laquelle il manifeste son acceptation du libre jeu de la démocratie. Avec tout ce que cela implique, en particulier la règle de l'alternance au pouvoir, le respect du droit des minorités à s'exprimer librement, le respect des règles de la liberté et de la démocratie politique.

Je voudrais ajouter, pour la gauche européenne, que le Parti socialiste portugais n'est pas, comme on le prétend à tort, un parti social-démocrate ou un parti qui défend la bourgeoisie ou qui essaye de bloquer le processus révolutionnaire. Nous voulons aller de l'avant dans le cadre de ce processus révolutionnaire et créer une société socialiste au Portugal. Mais nous voulons réaliser le socialisme au Portugal sans renoncer à une valeur qui, pour nous, est fondamentale : la liberté. Nous voulons y parvenir en préservant les droits de la personne humaine.

— Dans une situation où le fascisme n'est pas complètement mort, parler, comme vous le faites dans vos discours, de fraternité et de liberté pour tous n'est-il pas un peu dangereux ?

— Je ne sais pas si le fascisme est ou n'est pas complètement mort, mais il a été liquidé le 25 Avril. La base économique et sociale du fascisme, qui était le pouvoir économique réel qui existait derrière lui, est sur le point d'être liquidée depuis le 11 mars. Voilà pourquoi je ne sais pas si on peut prétendre que le fascisme n'a pas été liquidé au Portugal.

— Où en sont aujourd'hui vos relations avec le Parti populaire démocratique ?

— Nous considérons que le P.p.d. est un parti semi-libéral, semi-social-démocrate, mais qu'il a le droit d'exister, qu'il a le droit d'exprimer ses points de vue. C'est un parti qui a une implantation nationale effective. Voilà pourquoi nous ne participons pas aux tentatives d'élimination du P.p.d. de la vie nationale et nous ne participons pas à la campagne qui se déroule sur la base de la technique connue de l'amalgame pour le rendre responsable de la tentative contre-révolutionnaire du général Spinola. J'ai l'impression que c'est une campagne abusive, qu'il n'y a aucun élément concret dans ce sens. Nous sommes contre ces techniques et pensons que le P.p.d. doit rester un parti de la coalition.

— Il n'y a pas d'alliance privilégiée entre le P.s. et le P.p.d. ?

— Non seulement il n'y a pas d'alliance privilégiée, mais il y a une longue liste de divergences. Du fait que nous ne voulons pas repeindre le capitalisme avec de nouvelles couleurs, plus modernes,moins agressives et moins injustes. Nous voulons liquider le capitalisme et construire une société véritablement socialiste au Portugal.

— Quelles sont les voies du socialisme au Portugal ?

— Etant donné les conditions géostratégiques du Portugal, sa situation dans le monde et le rapport de forces existant dans la société portugaise, nous pensons que la voie pour le socialisme doit passer par la démocratie politique.

— Vous parlez dans vos discours d'anarcho-populisme.Qu'entendez-vous par là ?

— C'est une technique pour essayer de résoudre certains problèmes sociaux. On envahit et on occupe arbitrairement la maison ou le petit palais d'un riche. On dit qu'on va installer une crèche ou un hôpital. Ce n'est pas pour nous une façon de résoudre les problèmes sociaux. La tentative d'éliminer de la vie politique portugaise d'autres partis réunis légalement en crevant les pneus des automobiles n'est pas un acte révolutionnaire. C'est un acte que nous appelons anarcho-populiste. Ce sont des actes atrabiliaires de pseudo-gauchistes et de pseudo-révolutionnaires qui prétendent éliminer toute l'autorité de l'Etat et toute vie démocratique au Portugal. C'est un danger terrible pour la vie politique dans notre pays que de permettre l'installation de germes de violence et de désagrégation de l'autorité de l'Etat qui sont irréparables. C'est dans ce sens que nous fustigeons l'anarcho-populisme.

— Quelle est la situation économique du Portugal aujourd'hui ?

— Elle est très difficile. L'économie portugaise est au bord de l'effondrement, de la paralysie. Les facteurs qui alimentent l'économie et qui font qu'elle tourne encore sont sur le point de se détériorer. C'est le cas des investissements aussi bien publics que privés, aussi bien nationaux qu'étrangers. C'est le cas des envois d'argent des émigrés, qui diminuent. Pas encore d'une façon alarmante, mais ils diminuent. C'est le cas du tourisme, qui décroît considérablement lui aussi.

— Quel rapport y a-t-il entre la vie politique du pays et cette détérioration économique ?

— Je pense que les deux sont intimement liées et que la détérioration économique peut être un terrain que les contre-révolutionnaires sauront utiliser à merveille.

→

ENTRETIEN AVEC MARIO SOARES

→

— Le 11 mars peut-il avoir des conséquences sur les relations internationales du Portugal ?

— Je ne pense pas qu'il y ait eu une grande modification internationale, mais la situatiion évolue tous les jours. Je considère que la politique de coexistence pacifique continue d'exister. Je pense aussi qu'une modification du rapport de forces dans la péninsule ibérique pourrait créer certains problèmes à la politique, importante pour l'Europe, de la détente. Nous devons tenir compte de notre position géostratégique. D'un côté, nous avons l'Espagne qui n'est pas encore une démocratie. De l'autre, nous avons l'Atlantique et, de l'autre côté de l'Atlantique, il y a les Américains. Nous ne pouvons pas nous abstraire de ces conditions géographiques et politiques.

— Ne craignez-vous pas une détérioration de la situation en Angola ?

— Si : il y a de grands risques que la situation angolaise se détériore.

— Quelle pourrait en être la conséquence sur la vie politique portugaise ?

— Le succès de la décolonisation en Angola comme au Mozambique a des répercussions très grandes au Portugal. Si les choses se passent bien, ce sera profitable au camp de la démocratie. Si elles se passent mal, ce sera un argument sérieux contre la jeune démocratie portugaise. Nous ne pouvons pas oublier que les populations blanches de l'Angola sont fondamentalement conservatrices.

— Un nouvel envoi de troupes portugaises dans les colonies est-il pensable ?

— D'une façon générale, nous essayons de faire rentrer les soldats. Pas trop vite, à la demande même des Mouvements de libération, pour les aider à maintenir l'ordre. Les retours sont échelonnés d'une façon telle qu'il n'y aura plus de troupes portugaises sur leur territoire quand ces pays accéderont à l'indépendance. De nouveaux envois de troupes ne sont pas concevables, sauf événements particulièrement graves. Il faudrait que cet envoi soit demandé par les mouvements nationalistes eux-mêmes. Mais, même ainsi, je n'imagine pas que nous puissions envoyer de nouvelles troupes outre-mer.

— Le Parti socialiste portugais a maintenant plus de 70 000 militants. Qui sont-ils ?

— Ce sont tous des hommes et des femmes du peuple portugais. Ils appartiennent à toutes les classes sociales. Fondamentalement, ce sont des ouvriers et des paysans, selon les zones urbaines ou rurales. Mais nous avons aussi des petits fonctionnaires, des petits commerçants, des membres des professions libérales, des étudiants, des intellectuels. Nous pouvons dire que la population portugaise est assez bien représentée dans le P.s. Nous avons, en outre, une représentation nationale très équilibrée. Nous sommes implantés d'une façon presque égale dans toutes les régions du pays. Au contraire du Parti communiste, qui est fort surtout dans les zones urbaines et dans les ceintures industrielles autour des villes, ainsi que dans la campagne au sud du Tage. Au contraire, aussi, du P.p.d., qui est surtout fort dans les zones rurales du nord du pays.

— Quelle est la couche sociale majoritaire dans le P.s. ?

— Ce sont sans aucun doute les travailleurs, les travailleurs manuels ouvriers et ruraux.

— J'ai noté qu'un grand nombre des candidats députés du P.s. pour la région de Lisbonne sont des femmes...

— C'est un fait que je ne sais pas expliquer, mais nous avons beaucoup de femmes dans le Parti socialiste. Surtout dans les campagnes : nous y trouvons même des femmes d'un certain âge en grande proportion, des femmes de plus de cinquante ans.

— Si vous gagnez les élections, que va-t-il se passer au niveau du gouvernement ?

— En principe, le M.f.a. pense que les prochaines élections ne doivent pas se refléter au niveau du gouvernement. Puisque ce ne sont pas des élections législatives, mais des élections à une Assemblée constituante qui doit fonctionner trois mois et qui, au bout de trois mois, si elle n'a pas terminé son travail, verra son mandat prolongé de trois mois supplémentaires. De ce fait, c'est une Assemblée limitée à un sujet spécifique : l'élaboration d'une Constitution. Mais, de notre côté, nous pensons que naturellement si le peuple portugais ne vote pas pour le Parti socialiste, le P.s. se retirera du gouvernement. Ce résultat serait une indication électorale et nous ne voulons pas gouverner contre la volonté du peuple portugais. Si d'autres partis ne se considèrent pas obligés d'en faire autant, c'est leur problème et pas le nôtre.

— Peut-il y avoir une redistribution des portefeuilles proportionnelle au nombre de voix recueillies par chacun des partis ?

— Le gouvernement provisoire ne dépend pas de l'Assemblée. Il n'y a aucune relation entre le gouvernement et elle. Le gouvernement dépend du Conseil de la Révolution et est installé par lui. S'il n'y a pas de modification du Conseil révolutionnaire, il n'y a pas de raison pour qu'il y ait une modification dans le gouvernement. De toute façon, il y a une grande interpénétration entre les deux, c'est évident, et l'Assemblée constituante jouera sûrement un rôle plus important que celui auquel on s'attend en général. Tel est mon pronostic. Une Assemblée constituante est toujours importante, surtout dans un pays sortant de cinquante années de fascisme et de treize ans de guerre coloniale.

— Vous avez dit que le P.s. ne resterait pas au gouvernement à n'importe quel prix. A quoi pensiez-vous en disant cela ?

— Le P.s. reste dans le gouvernement dans la mesure où il a l'impression que sa présence a un sens. Nous avons été dans le gouvernement le parti des travailleurs, le parti des libertés publiques, le garant de l'indépendance nationale. Si nous pouvons continuer à affirmer cette défense des libertés et de l'indépendance nationale, nous restons au gouvernement. Si nous étions dans une situation où cela ne signifiait plus rien, il est évident que cela ne nous intéresserait plus d'être associés au gouvernement.

Je voudrais ajouter que la situation portugaise est très différente de la situation française. Le Parti socialiste portugais a été mal compris en France, surtout par une partie de la gauche française, qui juge qu'il s'agit d'un parti socialiste imbu d'idéaux socio-démocrates ou d'une modération que, dans les faits, il n'a pas. Le Parti socialiste portugais est un grand parti. A l'échelle d'un pays de 8,5 millions d'habitants, un parti qui compte 70 000 militants est un grand parti. Le Parti socialiste portugais est un parti de la classe travailleuse, c'est un parti radicalisé, c'est un parti qui, dans ce processus révolutionnaire, désire effectivement le socialisme, qui a contribué à donner de grands coups au capitalisme, lequel est pratiquement défait dans la société portugaise. Mais il faut maintenant construire quelque chose à sa place. Ce quelque chose doit être la société socialiste. Le P.s. veut contribuer à la construction de la société socialiste et il est un des garants de cette intention. Il veut seulement que cette société socialiste ne se transforme pas en un capitalisme d'Etat de façade socialiste et en une société policière. C'est pourquoi le P.s. met l'accent avec tant d'insistance sur les libertés politiques portugaises. Je suis convaincu que les socialistes français, s'ils étaient dans nos conditions, s'ils voyaient que la démocratie portugaise est en danger, se battraient évidemment avec la même énergie que nous en faveur des libertés publiques. Ils pourraient vérifier que nos circonstances nationales sont différentes de celles de la France et que toutes les transpositions mécanistes qui ne prennent pas en compte les réalités différentes sont abusives et ne conduisent pas à une bonne compréhension des faits.

Otello de Carvalho, chef du Copcom (à gauche).





Mario Soares et Alvaro Cunhal le 1er Mai dernier.

Portugal LA PREMIERE CAMPAGNE

« Le socialisme ne se construit ni d'un coup de baguette ni du jour au lendemain. » C'est Allende qui disait cela.
Pour les Portugais qui apprennent à vivre la liberté, c'est la première campagne électorale depuis cinquante ans.

De notre envoyé spécial

« Tu es socialiste ? - Oui. - Pourquoi es-tu socialiste ? - Ben... je ne sais pas vraiment. J'ai un penchant pour le socialisme. - Le socialisme, ça veut dire quoi, pour toi ? - Je ne sais pas très bien. Ils ont lutté contre la dictature, ils ont participé au 25 Avril, alors je suis pour eux. » Nous sommes dans un village au nord de Lisbonne, dans le district de Santarem, en pleine campagne électorale. Mon interlocuteur est assez jeune, travailleur agricole, comme la majorité de ceux qui nous entourent. Ses traits sont marqués par le soleil et le vent, par le dur travail des champs. « As-tu déjà entendu parler de la réforme agraire ? Non. » Je commence à l'embarrasser, à l'embêter.

D'un balcon, sur la place du village, Mario Soarès, le secrétaire général du Parti socialiste, fait un discours : « ... La réforme agraire, c'est donner la terre à ceux qui la travaillent et pas à ceux qui exploitent les travailleurs... » L'ouvrier agricole avec lequel j'étais en train de parler explose. Sa figure s'illumine. Il applaudit à tout rompre, comme tous ceux qui nous entourent. Il se retourne vers moi, à demi, cligne de l'œil avec orgueil, d'un air de dire : « Tu vois que j'ai raison d'être socialiste. »

Samedi dernier, c'était la fête dans le Ribatejo, cette fête de la démocratie dont les Portugais ne sont pas encore rassasiés. Mario Soarès, debout dans une 2 CV rouge sang, traversait la campagne. Derrière lui, un cortège de voitures, klaxons bloqués, drapeaux au vent. Dans chaque village, il fallait s'arrêter, serrer des mains, embrasser des enfants. Tout le monde était là sur le bord de la route, agitant un drapeau, criant, levant le point, faisant le V de la victoire. La joie se lisait sur les visages. On venait applaudir le Parti socialiste et le 25 Avril. Mais, aussi, on exorcisait les démons du fascisme. Il faut imaginer ce que peut représenter, pour cette paysanne toute de noir vêtue — qui porte sur son visage, sur ses épaules la marque de tant d'années de servitude sans une seule raison d'espérer — la possibilité de crier, d'applaudir devant tout le monde quand on lui parle de liberté, de démocratie et de réforme agraire. Quand on dit : « Mort au fascisme ». Tous ces mots sont bien compliqués mais, au moins, elle peut s'exprimer et publiquement. Ces maisons blanches refermées sur elles-mêmes, ces paysannes noires et burinées s'animent lentement autour de l'œillet rouge de la liberté.

Le succès du Parti socialiste et de Mario Soarès est extraordinaire. Aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Après avoir assisté à un grand « comice » (meeting) sur la place des Taureaux de Lisbonne, Campo Pequeno, je l'ai suivi dans une tournée électorale comme il en fait presque tous les jours. Partout le même enthousiasme, dans toutes les couches de la population, chez les jeunes comme chez les



Début de la campagne électorale à Lisbonne.



vieux, chez les hommes comme chez les femmes : Mario Soarès est populaire, c'est indéniable. Il est amusant de voir, levés côte à côte, le petit poing potelé d'une jeune fille de bonne famille et la grande paluche encore noire de l'ouvrier qui sort du travail.

« Nous allons gagner les élections. » Le P.s. le veut, le croit. Peut-être le peut-il. Face au Mouvement des forces armées et au Parti communiste, c'est en tout cas sa meilleure arme dans le partage des responsabilités pour la direction du pays. Mais, gagner les élections dans un pays récemment, donc mal, politisé implique une grande simplification de la problématique politique. L'immense majorité des Portugais semble favorable au processus engagé le 25 Avril. Il suffit, dans un discours, de rappeler ce qu'était le fascisme pour que tout le monde s'indigne. De là, sans jamais nommer ceux dont on parle, passer à l'assimilation de toutes les dictatures, il n'y a qu'un pas que la majorité des cadres du Parti franchissent allègrement. C'est ce que résume le slogan le plus populaire du Parti socialiste aujourd'hui : « Socialismo, sim ! Ditadura, nao ! » (Oui au socialisme ! Non à la dictature »).

Le Parti communiste fait preuve, il est vrai, de beaucoup de gourmandise et d'une certaine maladresse. Les faits reprochés par le P.s. ne semblent pas inventés. Non content de sa victoire sur la question de l'unicité syndicale, de son « influence » étendue sur l'ensemble de la presse nationale, il a voulu mener une offensive majeure au niveau de la direction du pays. Il a poussé à la composition accélérée du Conseil de la Révolution, dans la nuit du 11 au 12 mars, sur des bases qui lui étaient largement favorables. Les banques nationalisées seront dirigées par des hommes qui ont la confiance de l'Intersyndicale, très proche du P.c. Cette longue liste de victoires commence à impressionner. Elles ont été obtenues autant à cause des vieilles méthodes du Parti communiste que grâce à son organisation et à sa capacité d'être à chaque fois au premier rang avec un maximum de forces. Le P.c. a su également gagner une influence considérable sur certains militaires, impressionnés par sa disposition à se battre et par son organisation, séduits d'autant plus par sa capacité d'analyse qu'au départ, eux en manquaient presque totalement.

La décision de former un nouveau gouvernement, prise après le coup du 11 mars, avait deux objectifs : marquer l'ancrage à →

LA PREMIERE CAMPAGNE

gauche et améliorer l'efficacité. Il faut comprendre que le troisième gouvernement provisoire, disparate, passait, plusieurs fois par semaine, des heures à discuter. Souvent sans résultat appréciable. D'où l'idée d'un gouvernement restreint formé de ministres sans portefeuille autour du Premier ministre. En même temps, avec l'entrée du Mouvement démocratique portugais et la limitation du Parti populaire démocratique la composition même du gouvernement traduit l'évolution à gauche permise par l'échec de la tentative spinoliste.

« Nous n'aimerions sûrement pas découvrir que nous sommes manipulés, m'a dit un militaire. C'est pourquoi nous avons fait le 25 Avril. Mais beaucoup de mes camarades n'apprécient pas la campagne anticommuniste du P.s. Non pas qu'elle ne soit pas, en partie, fondée ; mais parce qu'elle est utilisable et utilisée par la droite, aussi bien à l'extérieur qu'au Portugal même ». Ce qui compte le plus pour les militaires, aujourd'hui, c'est ce qu'ils apprennent. Ils vont dans les campagnes, où ils découvrent la misère du peuple, et dans les usines. Ils s'habituent aux négociations d'appareils. Ils ont depuis longtemps un pied dans l'économie, maintenant dans les banques. Bientôt, ils sauront tout faire. Le moment ne semble pas encore venu où ils se sentiront obligés de tout faire tout seuls. La grande majorité d'entre eux ne le souhaitent pas. Mais il ne faudrait pas trop les pousser. Pour le moment, ils essayent surtout de travailler directement avec la population comme le montre l'appel à la vigilance populaire qu'ils viennent de lancer.

Tout le monde a sa part de responsabilité dans la situation complexe et difficile que traverse le Portugal aujourd'hui. Surtout le fascisme qui, en écrasant totalement tout un peuple pendant près de cinquante ans, en isolant les gens, en empêchant toute formation, en brisant totalement l'information, a rendu difficile la prise en main par le peuple de son propre destin. Lassés des guerres coloniales, les militaires ont rendu au Portugal sa liberté. Mais « le socialisme ne se construit ni d'un coup de baguette magique ni du jour au lendemain ». C'est Allende qui disait cela. Il est difficile d'être très optimiste au Portugal, quelle que soit la position politique que l'on défend. Et, pourtant, le pays apprend à vivre. Il apprend à faire la Révolution, c'est-à-dire « à transformer la société ensemble, à résoudre ensemble les problèmes de tous et de chacun », disent les programmes de dynamisation culturelle des Forces armées. Qui a jamais pensé que c'était facile ? Mais qui a jamais douté que c'était passionnant ?

« La situation est très complexe, me disait un ouvrier l'autre jour. Je ne comprends pas bien tout ce qui se passe. J'ai un peu peur, même. Mais je suis vraiment content d'être Portugais en ce moment. Je ne céderais ma place pour rien au monde ».

MAURICE FABIEN

Lors d'un mémorable petit déjeuner à la Maison Blanche, en octobre 1971, devant des œufs brouillés et une tasse de café, Henry Kissinger tentait de me persuader que les seuls obstacles à la paix en Indochine étaient que les Nords-Vietnamiens — un euphémisme qu'il employait pour toutes les forces de libération nationale en Indochine — n'étaient pas préparés à assumer les « conséquences politiques » d'un retrait militaire américain de la région.

En fait, la débâcle actuelle des Américains au Cambodge et au Sud-Vietnam a pour cause, précisément, la diplomatie à double face de Kissinger, qui a empêché toute application de ces « conséquences politiques ». Le résultat en est que le prestige des Etats-Unis est tombé au niveau le plus bas qu'il ait jamais atteint dans le Sud-Est asiatique. A plusieurs reprises, par exemple, Kissinger a refusé des rencontres avec le prince Norodom Sihanouk, proposées par le Premier ministre chinois Chou En Lai. En tant que secrétaire d'Etat, il a encouragé le président Nhuyen Van Thieu à balayer la troisième force au Sud-Vietnam et il a ainsi contrecarré les principales clauses politiques de l'accord de Paris en vue d'une réconciliation nationale.

Si l'ambassade des Etats-Unis à Phnom-Penh fait aujourd'hui les bagages de Lon Nol et le presse de partir tant que des avions peuvent encore décoller de l'aéroport de Pochentong ; si l'étau se resserre inexorablement sur ce qui reste de la vieille cité impériale de Hué, les communications étant coupées, non seulement entre Hué et Danang, la seconde ville du Sud-Vietnam, mais aussi entre Danang et Saigon ; si l'Ambassade américaine à Saigon déplore le fait que les deux tiers du Sud-Vietnam ont été perdus dans les dernières semaines et que le pays est coupé en deux, tout cela n'est que la révélation d'une situation qui existe depuis longtemps et que les Etats-Unis, par la volonté de Kissinger, ont tenté de dissimuler à coup de milliards de dollars. La demande de 222 millions de dollars supplémentaires pour le Cambodge et de 300 millions pour le Sud-Vietnam, dont Kissinger s'est fait l'avocat éloquent, avait seulement pour but de perpétuer certains mythes. Notamment celui en vertu duquel la possession de Phnom-Penh et d'une demi-douzaine d'autres capitales provinciales au Cambodge signifiait que le pays était fermement entre les mains de Lon Nol. Et aussi le mythe selon lequel la possession, jusqu'à ces dernières semaines, de toutes les capitales provinciales du Sud-Vietnam, à l'exception d'une seule, et de quelques-unes des routes stratégiques les reliant entre elles, signifiait que 95 % — ce sont les chiffres de Thieu — du Sud-Vietnam étaient entre les mains du régime de Saigon.

"Taux de mortalité"

La vérité, que l'opinion publique américaine n'a jamais été en mesure d'apprendre, était que la moitié du Sud-Vietnam et 90 % du Cambodge ont été perdus respectivement pour Saigon et Phnom Penh il y a plusieurs années déjà. L'avant-dernière phase de la guerre populaire — l'encerclement des villes à partir de la campagne environnante — a été atteinte au Cambodge très rapidement. Quelques semaines après le renversement du régime neutraliste du prince Sihanouk, il y a 5 ans, les forces de résistance constituées en hâte étaient aux portes de Phnom-Penh, tandis que de vastes régions et des capitales provinciales étaient entre leurs mains. D'où l'invasion par 50 000 soldats américains et sud-vietnamiens, le 30 avril et le 1er mai 1970, six semaines seulement après le putsch qui avait porté Lon Nol au pouvoir. Cette invasion fut précédée et accompagnée par l'intervention aérienne la plus massive dans l'Histoire de la guerre. Des bombardiers stratégiques B 52 géants, par vagues de trois, lançant 100 tonnes de bombes par vague, sur les villes et les villages de la frontière cambodgienne, en avant des troupes débarquées. Des villes florissantes comme Snoul et Memot et des vingtaines de villages furent réduits en ruines fumantes en quelques secondes. Victimes de la doctrine du Dr Kissinger suivant laquelle un emploi suffisant de la force rend crédible la menace de la force comme instrument de diplomatie.

A la première page de nombreux journaux, on voit aujourd'hui des photographies terrifiantes de gens tués et blessés par les rockets tombant sur Phnom-Penh ; et la peur d'un bain de sang provoqué par les « Khmers rouges » si le Cambodge tombe, a été invoquée par le Président Ford et ses deux assistants les plus proches, Kissinger et le secrétaire à la Défense Schlesinger, lorsqu'ils ont demandé 222 millions de dollars supplémentaires pour continuer le massacre. Mais il n'y eut pas de photos des milliers de victimes des raids des B 52 à l'époque de l'invasion de 1970 ni des dizaines de milliers d'autres victimes lorsque les B 52 furent lâchés sur les villages autour de Phnom-Penh, au début de l'année 1973. Dans les six mois précédant l'arrêt des bombardements ordonnés le 15 août 1973 par le Congrès des Etats-Unis en dépit des vigoureuses objections de Nixon et de Kissinger, l'aviation américaine a lancé 240 000 tonnes de bombes sur les villages cambodgiens, spécialement dans la région de Phnom-Penh, soit 50 % de plus, si l'on exclut les bombes A, que ce qui fut lancé sur le Japon durant toute la Deuxième Guerre mondiale. Les experts du Pentagone affirment généralement que le « taux de mortalité » est de une tonne de bombes par tête. Pour ce qui concerne les bains de sang il est difficile de faire mieux qu'un raid de B 52 sur une zone habitée. Ce qui ne veut pas dire que Lon Nol et ses associés n'aient pas réussi dans ce domaine avec des moyens plus modestes. A-t-on oublié les massacres de paysans cambodgiens sans armes, quelques jours après le putsch, ou ces longs défilés de corps vietnamiens flottant sur le Mékong, les mains liées derrière le dos, les corps criblés de balles ?

« Entre le 26 et le 30 mars 1970, des centaines de mes compatriotes — sans armes — furent abattus de sang-froid pour avoir manifesté en ma faveur » relate Norodom Sihanouk dans son livre « Ma guerre avec la C.i.a. ». Il ajoute : « Au moins 30 personnes furent tuées le 27 mars sur le ferry de Nirak-Luong, à 40 miles de Phnom-Penh, sur la route nº 1 venant de Saigon. 50 autres furent tués à Kompong-Cham le même jour, quand les troupes de Lon Nol tirèrent à bout portant sur la foule avec des mitrailleuses lourdes. 50 encore furent abattus à Suong et Memot près de la frontière sud-vietnamienne. Des reportages de journalistes firent état de 80 cadavres à Takeo et de 20 à 30 dans les villes de Prey Veng et Angtassom. Les morts étaient indiscutablement cambodgiens. Je possède des photos de longes files de nos paysans, les mains liées derrière le dos, attendant leur tour de passer devant le peloton d'exécution, d'étudiants qu'on a assassinés en les battant à mort devant les autres étudiants. Nous avons pu identifier quelques-uns des tortionnaires comme étant des déserteurs du Khmer Serei (un mouvement cambodgien dissident créé par la C.i.a., basé au

L'HEURE DE VERITE

PAR WILFRED BURCHETT





Les troupes du G.r.p. après un engagement, au Vietnam du Sud.



Le prince Norodom Sihanouk présidant le conseil des ministres du Grunk, à Ankor.

Sud-Vietnam et en Thaïlande, et qui a joué un rôle clé dans le renversement du régime de Sihanouk) que Lon Nol avait infiltrés dans la garnison et la police militaire de Phnom-Penh. »

Agonie prolongée

Il n'y aura pas de bain de sang quand les forces du Front uni national cambodgien prendront le pouvoir à Phnom-Penh, pas plus qu'il n'y en a eu dans les 95 % du territoire cambodgien qu'il contrôle maintenant. Sept personnes, parmi lesquelles Lon Nol et ses hommes de main, ont été désignés comme traîtres et criminels qui, s'ils sont pris, seront jugés et exécutés. L'un d'eux, l'ancien chef des forces armées, le général Sosthène Fernandez, a déjà pris la fuite — Fernandez était un expert du bain de sang : en tant que commandant de division dans les premiers temps de la guerre, il inventa une expérience dont il était très fier dans la guerre psychologique, en utilisant des femmes vietnamiennes, beaucoup avec des bébés dans leurs bras, comme boucliers sur les routes le long desquelles ses troupes avançaient ; un grand nombre de ces femmes tombèrent sous les balles lorsque la bataille s'engagea. Si les Etats-Unis désirent faciliter le départ en exil des six autres traîtres, les forces de Sihanouk retiendront leurs armes pour leur assurer un bon départ.

En continuant le ravitaillement aérien de Phnom-Penh, les Etats-Unis en prolongent l'agonie, des dizaines de militaires et de civils meurent pour rien chaque jour. Prétendre que le prestige américain dépend de la démonstration qu'ils peuvent continuer à faire la guerre, constitue une insulte macabre à l'intelligence humaine.

Les autres mythes selon lesquels 222 millions de dollars de plus permettraient d'aboutir à des négociations ou de maintenir le régime de Lon Nol jusqu'à la saison des pluies, sont tout aussi absurdes. Il n'y a jamais eu aucune possibilité, depuis le coup d'Etat d'il y a cinq ans, d'une négociation entre Sihanouk et Lon Nol et il en est encore moins question aujourd'hui. L'Administration de Nixon et de Ford, à travers Kissinger, a toujours traité avec mépris les propositions de négociations entre Sihanouk et les Etats-Unis. Il est maintenant trop tard. Les épaves de dizaines de bateaux de toutes sortes qui encombrent le lit du Mékong symbolisent le naufrage de la politique de Kissinger au Cambodge et en Indochine en général.

Si le Sud-Vietnam est maintenant coupé en deux avec Hué perdu et Danang isolé, c'est parce que Kissinger a refusé de laisser les « conséquences politiques » d'un retrait américain venir à maturité.

L'état réel de la situation est très clair. Les capitales provinciales assiégées depuis des années sont tombées comme des prunes mûres dès que l'on a secoué l'arbre, avec la capture de Ban Me Thuot. La différence entre la situation au Cambodge et celle du Sud-Vietnam est que, lorsque Lon Nol s'en ira ou sera chassé, le Funk prendra le pouvoir ; lorsque Thieu partira ou sera éliminé, un autre gouvernement pourra être mis en place pour négocier une solution pacifique, comme cela est prévu dans les Accords de Paris. Il semble que Kissinger ait perdu trop de crédibilité aux yeux des dirigeants vietnamiens pour que l'on puisse espérer un résultat utile de futurs pourparlers entre Le Duc Tho et lui pour compléter les accords de Paris. La seule contribution que Kissinger puisse apporter aujourd'hui, c'est de faire partir Lon Nol et Thieu de Phnom-Penh et de Saigon aussi vite que possible.

Wilfred Burchett, journaliste autralien célèbre dans la presse américaine, est un partisan convaincu de la lutte pour la libération des peuples d'Indochine. Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'Asie du Sud-Est depuis 25 ans.

Festival de Royan

L'année des Cajuns

Gérard Descotils, l'un des animateurs du secrétariat aux Affaires culturelles du P.s., assure depuis trois ans en collaboration avec Bernard Mounier, la conception et la programmation de la « semaine d'animation » de l'annuel Festival international d'Art contemporain de Royan. Le 5 avril prochain, France-Culture diffusera, de 14 h 30 à 16 h 30, une émission qu'il a produite et réalisée à Royan au cours de cette « semaine d'animation » du 17 au 21 mars derniers.

L'UNITE : Votre action n'est-elle pas un peu en marge du reste du Festival ? Quel est son but ?

GERARD DESCOTILS : En mettant sur pied cette « semaine d'animation », notre intention n'a pas été de créer un public plus vaste pour le Festival de musique contemporaine. Ce Festival a lieu à Royan, mais il pourrait se dérouler n'importe où ailleurs. C'est une rencontre de chercheurs et de mélomanes avertis ; qui touche peut-être 2 000 personnes au total. C'est presque une société secrète. Il est évident que des animations autour de thèmes de musique populaire ne sauraient faire courir le public à un concert de l'Orchestre national pour écouter en création mondiale une œuvre de Tristan Murail... Sans en nier l'intérêt évident, il nous semblait seulement choquant que la seule manifestation culturelle annuelle à Royan soit réservée à une élite restreinte, à la « crème » du monde musical. Un type d'intervention en profondeur s'imposait. La « semaine d'animation » n'est qu'une première pierre ; il n'est pas question que l'action culturelle en Saintonge, en Poitou-Charentes, en reste là ; il faut que le passage se fasse progressivement d'une parenthèse culturelle de huit jours à une permanence de l'action.

Mais, pour démontrer qu'un travail culturel permanent est une nécessité, il nous fallait d'abord faire nos preuves sur un laps de temps plus court. En 1973, la première édition de la « semaine d'animation » a été consacrée à la chanson ethnique ; à travers Marti, des Bretons, des Wallons et Francesca Solleville, le public a clairement perçu l'étroite relation qui s'établit entre la chanson et la vie quotidienne.

L'énorme résonance de 1974 était prévisible : nous avions choisi les différentes expressions populaires de l'Amérique latine et, à la lueur des événements d'alors, les animations des Quilapayuns ne pouvaient que remuer profondément les consciences. Cette année nous avons voulu confronter le folklore des Charentes-Poitou et le folklore cajun. C'est-à-dire le folklore de ces Acadiens du Canada qui ont été chassés par les Anglais et se sont retrouvés en Louisiane **(voir le n° 117 de « l'Unité »)**. Beaucoup, au départ, étaient originaires de Poitou-Charentes : Samuel Champlain est né dans la région, à Brouage ; dès 1635, La Rochelle fut un des points de départ les plus importants des émigrants en direction du Canada. A trois siècles de distance, il était passionnant de mettre en présence deux expressions culturelles de même source, mais différentes. Car, si les jeunes Cajuns commencent à apprendre le français dans les établissements scolaires depuis peu de temps — grâce à l'Association pour la francophonie — la génération de ceux qui ont 40-50 ans ne sont que les héritiers d'une tradition orale... Eh bien ! la chanson ethnique, la chanson sud-américaine et la confrontation de 1975 ont été extrêmement bien reçues. Autour d'elles nous avons fait la preuve que les gens sont extraordinairement disponibles et ouverts à la qualité : il suffit qu'on sorte des sentiers battus de la médiocrité où se complaisent certaines radios et la télévision pour que le public respire à nouveau, sorte de la léthargie où on l'a plongé.

Avec les Cajuns, nous avons fait 40 animations en quatre jours à Royan, Angoulême, Jonzac, Saintes, Cozes et Matha. Partout, après une heure et demie de musique et de chants, le public restait assis, se sentait chez lui, « en redemandait ». Chaque soir, les Cajuns ont fait un « bœuf » (séance improvisée) dans un café de Royan ; le patron sortait sa guitare et offrait les tournées à la cantonade. Le 21 mars, des centaines de jeunes de 16 à 25 ans ont paisiblement suivi un spectacle de 20 h à minuit et, ensuite, ont dansé jusqu'à 3 h du matin au son des rythmes cajuns et poitevins. Il n'y a eu dans tout cela aucune concession aux produits commerciaux préfabriqués selon les bonnes recettes du business. Ce qui est populaire — ou peut le devenir — n'est pas obligatoirement médiocre et bas.

— La « preuve par la qualité » effectuée à Royan est-elle transposable ailleurs ?

— Grâce à des opérations comme celle de Royan, la population voit ce qu'il est possible de faire, sans que cela soit très onéreux, à condition de grouper le tir à l'échelle d'un ou deux cantons. La population voit et se demande pourquoi on ne le fait pas plus souvent. Ainsi naissent les besoins qu'il appartient aux collectivités locales et aux municipalités de satisfaire. Ce que je dis est valable pour les maires socialistes aussi. Dussé-je choquer, je rappellerai que des analyses du Service d'études et de recherche des Affaires culturelles prouvent que la démission des municipalités en matière d'action culturelle n'a rien à voir avec leur couleur politique. Ce n'est pas normal. Un maire socialiste qui se trouverait, dans le secteur du logement à bon marché, au stade de balbutiement qui est le sien dans le domaine de la culture... rougirait de honte. Alors ? Il faut que les élus locaux comprennent que la semaine que nous faisons autour de Royan peut se refaire autour de n'importe quelle sous-préfecture. Il faut qu'ils assimilent et prennent en charge la dimension culturelle du combat politique.

— La reprise sur France-Inter, par Claude Villers au cours de son émission « Pas de panique », de certains moments de la « semaine d'animation » ouvre également de nouveaux horizons...

— Il y a actuellement une frontière arbitrairement entretenue entre France-Culture et France-Inter. D'un côté, une radio empêtrée dans les ornières institutionnelles d'événements élitaires, de qualité indéniable mais presque confidentiels. De l'autre, le règne de la démagogie : une radio au-dessous de la ceinture. La venue de Claude Villers prouve qu'une jonction peut se faire. A condition que les animateurs de France-Inter prennent conscience de leur rôle culturel. A condition que les producteurs de France-Culture ne croient pas que la culture n'existe qu'en Sorbonne.

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS).

La « Grande lueur à l'Est » — Jules Romains en fit le titre d'un des tomes des « Hommes de bonne volonté » — brûle, depuis 1917, bien des corps et bien des âmes. Ce « reflet » d'une réalité est un brasier qui fut, à certains moments, celui de l'enfer. Ce qui est au moins un point commun à tous les grands mouvements qui agitèrent le monde depuis que l'Histoire de l'humanité nous est connue.

En 1975, nous voici déjà loin des procès de Moscou et de ceux qui jusqu'en 1953 alignèrent les pays de l'Est européen sur la partie la plus sinistre de l'Histoire soviétique. Et, pourtant, nombreux sont ceux qui connurent cette période. Celui qui avait vingt ans lors de l'assassinat de Kirov — le grand tournant du stalinisme — en a un peu plus de soixante aujourd'hui.

Alors que le monde capitaliste traverse une nouvelle crise grave, que les solutions socialistes sont à l'ordre du jour dans plusieurs pays de l'Ouest, que le mot socialisme est utilisé un peu partout, soit pour faire horreur, soit pour dire l'espoir, que le mouvement communiste international, celui né de la grande lueur à l'Est, a perdu un monolithisme qui fit sa force et son malheur, que le pays de Lénine et de Staline est devenu celui de Brejnev et qu'en France nous sentons — ne serait-ce qu'au travers de la polémique déclenchée par le Parti communiste français contre l'allié socialiste — que le communisme en est toujours à la recherche d'un nouvel équilibre, il existe une sorte de fascination qui s'empare de beaucoup lorsqu'est abordée une quelconque question touchant à l'Union soviétique.

Il faut donc rechercher les témoins, en sachant qu'ils ne sont que des témoins. C'est-à-dire ce que nous pouvons tous être à un moment déterminé, aussi bien devant un accident de la circulation que devant une révolution. Le témoignage n'est pas la vérité, pas plus que l'aveu. Il s'agit en revanche d'une pièce d'un dossier, qui mérite un examen attentif, d'abord de celui qui le fait. En quelques semaines le livre vient d'apporter trois témoignages ayant chacun son intérêt propre, ne serait-ce qu'au travers de la personnalité de son auteur.

Dominique Desanti : une jeune femme qui adhère au Parti communiste en 1943, c'est-à-dire à une des époques les plus dangereuses pour un communiste. Elle sera journaliste « officielle » et travaillera notamment à « l'Humanité ». Elle cessera volontairement de cotiser au P.c.f. dans le courant de l'année 1957. Entre-temps, elle aura justifié l'exclusion de Tito du Kominform, l'exécution du Hongrois Rajk, la chute d'André Marty et de Charles Tillon, le complot des blouses blanches. Elle raconte simplement ce qu'elle a été, ce qu'elle a vu. A la question « Comment pouvait-on être stalinien ? » elle répond : « En étant comme j'étais alors ». Un livre : « Les staliniens » (Fayard). Sous-titre : « Une expérience politique ». J'aurais aimé qu'on y ajoute : et humaine.

Livres

COMMENT POUVAIT-ON ETRE STALINIEN ?



Comment pouvait-on être stalinien ? Dominique Desanti, auteur des « Staliniens », et Jean Elleinstein, historien de l'U.r.s.s. et auteur d'« Histoire du phénomène stalinien », répondent — en partie — à cette question dans leurs livres.

Jean Elleinstein : un des historiens actuels du Parti communiste, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, auteur d'une importante « Histoire de l'U.r.s.s. » (Editions sociales). Un historien communiste nouveau style. Jeune militant au moment de la deuxième période stalinienne — on peut l'imaginer lisant, accablé, « l'Humanité » encadrée de noir du 7 mars 1953. Toujours membre du P.c.f., il vient de publier une « Histoire du phénomène stalinien » (Editions Grasset), qui veut analyser cette période du double point de vue de l'historien respectueux des faits et du marxiste respectueux de la vérité. A la question : « Comment peut-on être communiste après avoir été membre du P.c.f. au moment du vingtième congrès ? », son livre est une réponse.

Et, pour une préface, Pierre Daix. Il a préfacé le livre du journaliste Christian Jelen, « Les normalisés » (Editions Albin-Michel). Il a été le dernier rédacteur en chef des « Lettres françaises », nommé à ce poste en 1956 à la demande d'Aragon pour remplacer Claude Morgan, coupable d'avoir mal supporté les silences du Parti communiste français sur la résolution du vingtième congrès du P.c.u.s. Pierre Daix, venu au communisme à la même époque que Dominique Desanti, a tenu jusqu'au Printemps de Prague. Il pourrait donc être un cas intermédiaire entre celle-ci et Jean Elleinstein — ce qui ne signifie pas que je souhaite donner à ce dernier des raisons d'entrer à son tour en dissidence.

Deux façons alors d'aborder le sujet. Au travers du cas de chacun de ceux que je viens de citer, dans le prolongement du bref et sec résumé que je viens de faire au travers de ce qu'ils disent. On peut difficilement éviter d'aller de l'une à l'autre. Cependant, pour éviter de faire un procès identique à celui de Jeanne d'Arc (qui est jugé : la Pucelle ou l'évêque Cauchon ?), essayons de nous en tenir à ce qui est dit.

La faute à Béria

A la base, Jean Elleinstein. Parce qu'il témoigne en entérinant des faits que les partis communistes ont niés lorsqu'ils se déroulaient et ont continué parfois à nier au-delà du vingtième congrès du P.c.u.s. Parce qu'il témoigne aussi du degré d'évolution du communisme en France, en 1975, même si la grande presse communiste n'a pas toujours la même allure. En tout cas, si « la vérité est révolutionnaire », Jean Elleinstein est en train d'accomplir quelques actes révolutionnaires. Prenons un exemple, parmi les plus sensibles encore à beaucoup de Français : le pacte germano-soviétique. L'historien communiste considère que ce pacte était inévitable et juste, compte tenu de l'atti-

→

tude des gouvernements français et anglais. Beaucoup d'historiens non communistes — et même « bourgeois » — soutiennent aujourd'hui une opinion à peu près semblable. Mais l'historien communiste condamne en revanche formellement la façon d'appliquer le pacte. Staline et son équipe « en rajoutèrent ». Ainsi, au lieu de préparer l'U.r.s.s. à la guerre contre l'allié de circonstance, ils désarmèrent le pays et son opinion, rendirent la vie des autres partis communistes impossible, contribuèrent à l'effort de guerre nazi. Pour Jean Elleinstein, il aurait dû être possible aux communistes français de dire en 1939 que le pacte germano-soviétique était une nécessité pour l'Union soviétique et que eux, reconnaissant cela, participaient totalement, en tant que Français, à la guerre contre l'Allemagne. Il serait intéressant de connaître l'opinion de Jacques Duclos ladessus, encore qu'on peut imaginer que celle-ci s'appuierait sur la mise hors-la-loi de l'ex-Section française de l'Internationale communiste.

Pourquoi l'application du pacte a-t-elle été mauvaise ? A cause du stalinisme, de sa nature et de son fonctionnement, répond Jean Elleinstein. Parce que le stalinisme avait fait disparaître toute possibilité démocratique en U.r.s.s. Car, au centre du débat, il y a la démocratie. Y compris l'image que s'en faisait Lénine.

Essayons, en résumant, de ne pas trahir. Le stalinisme — et disons, pour ne pas y revenir, qu'aucun de ses crimes n'est caché dans ce livre — n'est pas une déviation du socialisme. Il est le résultat d'une expérience historique, celle de la révolution faite par des socialistes dans un pays sans tradition démocratique, intellectuellement arriéré, économiquement sous-développé, entouré d'adversaires intérieurs et extérieurs décidés à tout. Une infime minorité de la population était en état de participer consciemment au phénomène révolutionnaire. Conséquence : dès la période de Lénine, les bases matérielles du stalinisme existaient. Lénine lui-même ne pouvait pas juger de la nécessité démocratique en toute clarté. Bien sûr, Joseph Staline possédait des traits de caractère qui facilitèrent sa montée au pouvoir et expliquent certaines de ses attitudes. Mais un autre aurait pu faire la même chose, puisque l'outil était en place. L'individu Staline n'a pas fait le stalinisme, il lui a donné l'occasion de s'épanouir.

La vérité révolutionnaire

Cette explication est évidemment plus satisfaisante que le culte de la personnalité, la folie de Staline ou le « c'est la faute à Beria » qui nous furent si souvent assénés. Cependant, ce n'est pas non plus une explication marxiste : il n'y avait pas, pour Jean Elleinstein, une fatalité du stalinisme. Seulement une probabilité si sérieuse qu'il a suffi de la rencontre de cette probabilité et d'un homme capable de la saisir pour qu'elle devienne réalité. Lénine, mort à 54 ans, était sans doute le seul capable de s'opposer à l'épanouissement du stalinisme. Lui disparu, la ruse, la brutalité et la précipitation de Staline allaient faire merveille.

En plaçant le fait Staline parmi les autres faits, à sa place, sans plus, l'historien communiste fait œuvre utile. En tant qu'historien marxiste, parce qu'il prouve que l'Histoire ne relève ni du déterminisme le plus étroit, ni de l'anecdote personnelle. Et cela nous concerne tous. En outre, en tant que communiste — et cela concerne les communistes, mais également ceux qui souhaitent des changements pour le socialisme — il montre que l'idée socialiste n'est pas compromise par les exactions commises en son nom. J'aime moins l'argument « un mauvais pape ne remet pas en cause pour un chrétien la valeur des Evangiles », parce qu'il est à la fois juste et dangereux. Juste si la papauté est considérée uniquement comme une réalité terrestre, ce que le catholique peut difficilement accepter sans être en contradiction avec le dogme. Dangereux si le lecteur en tire l'impression que le socialisme marxiste peut-être aussi regardé comme une religion révélée.

En revanche, s'il est utile de comprendre, au-delà de l'affirmation que l'U.r.s.s. ne peut pas être un modèle, pourquoi elle ne l'est pas, restent cependant quelques questions de taille : pouvait-on, compte tenu de la description juste de la Russie de 1917, penser que le socialisme avait quelque chance de s'y instaurer ? La révolution, possible, était-elle donc souhaitable ? Faut-il prendre le pouvoir lorsqu'on peut le ramasser, ou attendre ? Peut-on construire le socialisme dans un seul pays ? Et ne croyons pas que ces questions relèvent de l'abstraction. Elles ont eu lieu dans le Parti bolchevick. Les réponses apportées ont décidé du sort de millions d'hommes, ont conduit finalement devant le peloton d'exécution, la plupart de ceux qui y répondirent et ont eu des conséquences concrètes pour l'humanité entière.

Bien entendu, les réponses de Jean Elleinstein sont sans ambiguïté. Oui, l'U.r.s.s. est une expérience socialiste, et marche vers le communisme. Qui n'est pas pour demain, parce que la construction du socialisme est une tâche longue et difficile, d'autant plus que le point de départ est bas, ce qui est le cas de l'Union soviétique. La France n'aurait pas à découvrir les vertus de la démocratie politique, à pratiquer l'accumulation primitive nécessaire à la mise en place d'une in-

Exposition

Les masques de Coureuil

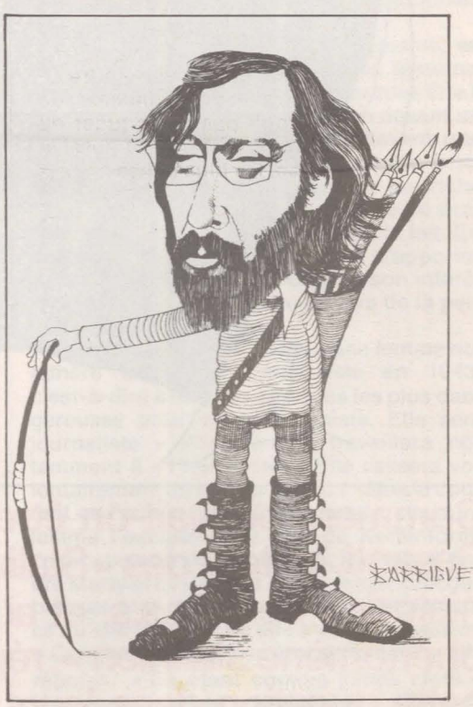
« Dans les yeux des vaches, on voit passer des trains », dit un jeune proverbe bourbonnais inventé à l'ère industrielle. « Dans les yeux de Chirac, je vois charger des C.r.s. », dit Jean-Pierre Coureuil. Et il les dessine ainsi ! C'est « la France au fond des yeux » explorée par Coureuil. A « l'Unité », nous avons tous pris la douce habitude de ces métamorphoses hebdomadaires : Giscard d'Estaing en majorette, Druon-la-Joie en vieille bougie éteinte dégoulinant son ennui, Royer en petit commerçant croisant ses jambes à la façon d'une croix gammée, Karl Marx en Marx brother-fils unique avec son gros nez rouge et son pantalon de clown, le ciel de « L'Angélus » de Millet rectifié par les décollages et atterrissages de Roissy-en-France...Coureuil n'en rate pas une, au gré des événements : Jacques Médecin menant la cavalcade du carnaval de Nice avec les malfrats très couleur locale ; Franco-la-Muerte avec sa vieille tête de crâne sans vie, sa tête à signaler les lignes à haute tension : « Attention, danger », etc.

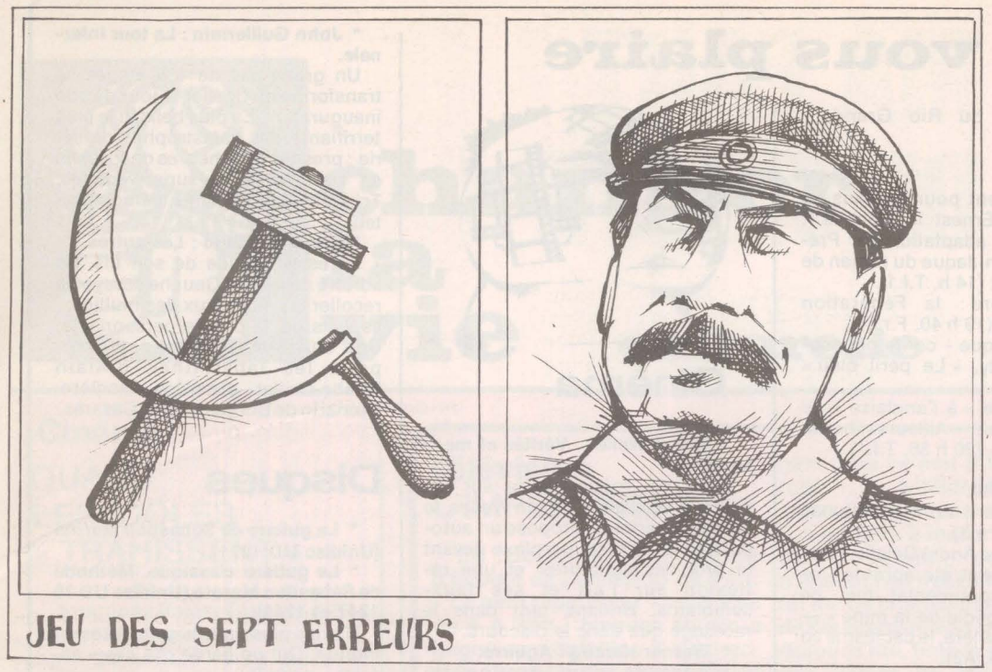
On s'était habitués. Ce n'est qu'en les voyant rassemblés, à Aubervilliers, dans le jardin du Théâtre de la Commune, qu'on s'aperçoit que ces dessins constituent une fresque très complète de notre monde. Pas très gai, direz-vous : sous les casques, il y a des cerveaux soigneusement cadenassés ; dans la ville, il y a des voitures-revolvers et des immeubles-pistolets ; dans les hôpitaux, les malades supplient derrière les barreaux de leurs lits-cages ; la culture officielle et institutionnalisée nous agresse à travers ses distributeurs mécanisés : une mitraillette nous distille des films, une bouche-téléviseur nous vomit ses images, et nous voilà affublés d'un dentier en forme de bouquin et d'un crâne modelé comme une pile de « tubes » 45 tours ! Inquiétant, angoissant ? Oui. Mais est-ce le trait de Coureuil qui est agression ? C'est plutôt notre environnement, notre vie qui font un insupportable spectacle. Coureuil ne fait qu'en souligner la cruauté. Avec rage et jovialité. Avec cette jubilation sauvage et cette révolte lucide qui firent le talent d'un Daumier. Avec cette tendresse à fleur de plume qui fit la force d'un Chaval. Bref, Coureuil met des masques à la réalité pour mieux la débusquer.

A Aubervilliers, avec ses dessins, on retrouve aussi les furieuses bandes dessinées qu'il a signées pour « Hara-Kiri » — on y lit une véhémente dénonciation qui n'est pas désespoir — et, surtout, on découvre ses masques et ses peintures. Dans la caricature politique, Coureuil est certes comme un poisson dans un bocal. Mais, manifestement, il préfère les berges fluviales et les fonds marins. Son eau vive, ce sont ces masques-grosses têtes qu'il modèle de ses mains à même la pâte à papier. Ce sont ces toiles brutales d'où surgissent des variations sur un visage : portraits au féminin, hésitant entre Modigliani et Francis Bacon.

« Pour avoir toute liberté, a confié un jour Steinberg, j'ai commencé par exorciser les choses et les gens qui me faisaient peur ». Coureuil, lui, n'a peut-être plus peur. Mais, nous, nous avons encore besoin de sa fougue d'exorciste.

JEAN-PAUL LIEGEOIS





JEU DES SEPT ERREURS

dustrie importante et à apprendre à lire à la majorité de sa population.

Sommes-nous rassurés ? Allons-nous être naïfs, comme dirait « l'Aurore » ? Ce n'est pas la question. Le rejet du stalinisme par Jean Elleinstein — et sans doute par l'immense majorité des communistes français et européens — ne fait pas problème. En revanche, il convient de se rappeler que le stalinisme n'est pas la seule forme que peut prendre une « dictature de gauche » et qu'aucun pays n'est à l'abri de la dictature en général. L'Allemagne de Goethe et de la social-démocratie a bien sécrété l'hitlérisme. La dictature du prolétariat, sur laquelle s'explique avec sérieux Jean Elleinstein en des temes qui évoquent parfois Léon Blum — qui ne la renia jamais — est comme la langue d'Esope, parce qu'elle ne devient une réalité que le jour où elle se pratique.

Pendant ce temps du crime vivait Dominique Desanti. Un livre volontairement sans conclusion. Elle aurait été inutile, le récit se suffisant à lui-même. On pourrait y voir, par moments, une certaine coquetterie masochiste d'intellectuel. Mais non. Quelqu'un se penche sur son passé, pour comprendre ce qu'a pu être ce grand élan de confiance et de soumission. Il ne s'agit pas de se juger ou d'en avoir honte. Après tout, c'était aussi le temps de la jeunesse, les plus belles années de notre vie. On entrait en communisme comme on entre en religion. Encore la référence, un peu obsédante.

Les bons révoltés

Etre intellectuel et stalinien, c'était quoi ? Accepter une loi morale concrétisée par une discipline de parti. D'abord, l'intellectuel, qui n'est pas de la classe ouvrière, se met au service de celle-ci. Par conséquent, il doit s'incliner devant ce que veut la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti « pas comme les autres » qui en est l'avant-garde. Toute défaillance à l'égard du Parti devient une défaillance à l'égard de la classe ouvrière, c'est-à-dire à l'égard de l'avenir.

Ensuite, il suffit de regarder le monde autour de soi pour comprendre que celui qu'on veut bâtir ne peut pas être pire que celui qui existe. Le capitalisme pouvait paraître innocent en France. Ailleurs, il ne l'était pas et tuait avec la plus grande tranquillité d'esprit. La répression dans le Constantinois ou à Madagascar montrait que le capitalisme français savait ne pas être tendre. Et la guerre d'Indochine...

En fait, l'expérience de Dominique Desanti fut, comme pour beaucoup d'autres, celle de l'intégration d'une révolte dans un ordre solidement établi : les bons révoltés ne font pas forcément les bons moines guerriers. Il faut une certaine tournure d'esprit pour proclamer « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens » et les « chemins de l'efficacité » deviennent parfois trop étroits pour ceux qui s'y sont engagés avec, pour objectif, de faire sauter le vieux monde.

On m'a menti et on m'a fait mentir : telle est, au fond, la raison de la rupture entre Dominique Desanti et le Parti communiste. Peut-être aussi : on a voulu continuer à me faire mentir après que le vingtième congrès du P.c.u.s. eut révélé la vérité. Paradoxe évidemment surprenant pour un communiste : le premier doute à l'égard de la maison-phare apparaissait à la dénonciation du crime. Il suffisait cependant d'avoir un peu plus de raison et un peu moins de foi pour comprendre que les dirigeants du Parti communiste français pouvaient non seulement avoir eux aussi l'impression qu'on leur avait beaucoup menti, mais également qu'on leur mentait encore, ce qui ne facilitait guère la tâche à laquelle ils avaient consacré leur vie.

Le vingtième congrès a été un drame individuel pour des millions de communistes. Qu'ils aient été crédules, Dominique Desanti nous montre pourquoi par son propre exemple. Ils n'ont pas été les seuls, parce que le pire n'est jamais attendu des siens. Les drames sont bien ou mal venus selon les tempéraments. Le drame du mensonge entraîne dans un ménage tantôt le pardon et l'oubli, tantôt la rupture. En politique, il en est souvent de même. Peu de communistes n'ont pas eu, un instant, à l'époque, le sentiment d'avoir tout perdu, puisqu'ils perdaient leur raison de vivre.

Alors s'est engagée la course du temps, son usure au fur et à mesure que l'incrédulité des premiers jours devenait certitude. Et puis, chez les plus solides, une sorte d'élan à la fois confiant et désespéré : nous avons été capables de dire tout haut de telles vérités et nous existons encore. Mais il fallait des âmes fortes pour cette dernière attitude et il n'est pas sûr que les dirigeants de beaucoup de partis communistes l'eussent assez pour avoir le courage de Nikita Khrouchtchev et de son équipe. Le stalinisme avait trempé ceux-ci de dureté et de haine, parce qu'ils étaient aux premières loges pour savoir qu'aucun homme et qu'aucune réputation n'étaient sacrés. Ceux d'Occident n'avaient été dressés que par la soumission admirative qui leur était demandée et qu'ils acceptaient d'autant plus volontiers que la grandeur du combat les emplissait de la crainte de ne pas être à sa hauteur.

Savaient-ils ? Bien entendu, partiellement. Ils savaient qu'on détruisait l'ennemi et que l'ennemi pouvait s'infiltrer dans vos rangs. Ils savaient que, parfois, il fallait même inventer des ennemis pour le bien de la cause. Entre la raison d'Etat et la raison de Parti n'existent que des différences d'idéologie, pas des différences de méthode. Il fallait donc avoir l'âme bien trempée, non pas pour reconnaître le crime, mais pour reconnaître qu'il avait été inutile. Pauvre Corneille ! Ton Cid dans notre siècle aurait habité au Kremlin. Il nous reste cependant le droit de n'aimer ni le caractère du Cid ni celui d'Horace.

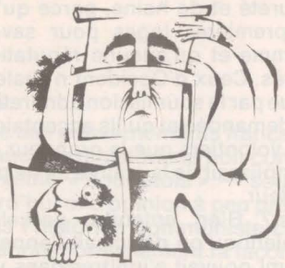
Pour adultes

Pierre Daix, concluant sa préface de l'enquête de Christian Jelen sur la normalisation dans les pays de l'Est européen, écrit : « Le socialisme despotique a traité les peuples en mineurs qu'il faut pousser dans le droit chemin par châtiments et hochets appropriés. C'est bien pourquoi Christian Jelen nous apporte une enquête pour adultes. Pour un socialisme qui soit enfin adulte ». Ainsi, en 1975, la boucle est bouclée, nous retrouvons la phrase de Lénine : « La révolution politique et sociale a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous ». Selon Jean Elleinstein, cette révolution culturelle a été en partie ratée pour cause de stalinisme. Et, finalement, le Parti s'est substitué au peuple et a cru qu'en parlant il parlait si justement pour lui que, lorsque le peuple disait le contraire, la répression devait, en son nom, s'abattre sur lui.

Pierre Daix a mis 25 ans pour devenir adulte, selon sa propre thèse. Il serait absurde de le lui reprocher, d'autant plus qu'il n'est pas sûr que sa façon de grandir ne soit pas aussi une façon de vieillir. Mais, quel que soit l'âge de la révélation à rebours, le phénomène individuel n'est pas d'une portée suffisamment grande pour qu'il puisse influer sur le destin de tous. Jusqu'en 1917, le socialisme a été une volonté espérée. Après 1917, les difficultés ont commencé et ne sont pas prêtes de finir. Il fallut quitter la page blanche des livres à écrire, pour rédiger avec le sang des hommes. Et avec ce qu'ils avaient dans leur cerveau. Pourquoi choisissait-on, à partir de 1920, d'adhérer plutôt à un Parti socialiste, plutôt à un Parti communiste. De ce jour, il n'y eut plus une vérité, mais des vérités, plus un socialisme, mais des socialismes. Le stalinisme a été la tentative désespérée de maintenir à n'importe quel prix l'unité de ce qu'on croyait être le seul socialisme. Cette ambition universaliste pèse encore aujourd'hui en U.r.s.s. et ailleurs. Il est possible que le doute, devenu à son tour une loi du socialisme, soit son sauveur. Mais ce doute, qui a ravagé Dominique Desanti et Pierre Daix et que Jean Ellenstein tente de dépasser en l'intégrant dans sa démarche scientifique, est-il compatible avec le combat ?

CLAUDE FUZIER

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 28 MARS

Le cinéma « bouffon » : Marco Ferreri s'explique (21 h 25, F.r.3).

Georges Hourdin, les R.p. Bruckberger et Cardonnel au magazine Apostrophe (21 h 50, A2).

« En quatrième vitesse » : peut-être le chef-d'œuvre du cinéaste Robert Aldrich — voir chronique dans notre n° 139 (22 h 55, A2).

SAMEDI 29

La préhistoire du dessin animé, présentée par le Service de la recherche (21 h 20, F.r.3).

Jeanne Moreau et Guy Bedos à l'émission Banc public (22 h 35, A2).

DIMANCHE 30

« Le petit rapporteur » : voir en page 23 de ce numéro (13 h 20, T.f. 1).

Les souvenirs de la Caméra invisible (13 h 20, A2).

Cecil B. de Mille échappé des thèmes bibliques : « Sous le plus grand chapiteau du monde » (14 h 45, A2).

Yves Montand, Jean-Pierre Cassel, etc. au « Ticket de rétro » de Jean-Christophe Averty (17 h 15, A2).

La douce folie d'Audiberti : « L'effet Glapion » (20 h, F.r.3).

Robert Mitchum pour transfigurer un western assez original, « L'aventurier du Rio Grande » (20 h 35, T.f.1).

LUNDI 31

Pas seulement pour les fans de Fernandel : « Ernest le Rebelle », une amusante adaptation par Prévert et Christian-Jaque du roman de Jacques Perret (14 h, T.f.1).

Tribune libre : la Fédération Léo-Lagrange (19 h 40, F.r.3).

Une dramatique - conte philosophique d'Averty, « Le péril bleu » (20 h 35, A2).

Une comédie « à l'anglaise » de Stanley Donen : « Ailleurs l'herbe est plus verte » (20 h 35, T.f.1).

MARDI 1er AVRIL

Tribune libre : l'Union rationaliste (19 h 40, F.r.3).

Un débat avec André Delelis, l'historien Jean Bruhat, etc. après la projection du monumental film de Pabst « La tragédie de la mine » — la solidarité ouvrière, le pacifisme en 1931... (20 h 35, A2).

MERCREDI 2

L'adaptation par Henry King, avec Gregory Peck, d'un Hemingway célèbre : « Les neiges du Kilimandjaro » (20 h 30, F.r.3).

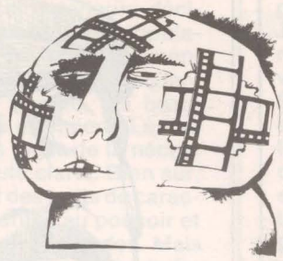
JEUDI 3

Tribune libre : l'Association contre la torture (19 h 40, F.r.3). Un film — un peu mou — de Michael Curtiz, « Les Comancheros » (20 h 30, F.r.3).

D'après une œuvre peu connue de Robert-Louis Stevenson, « Voyage avec un âne dans les Cévennes », de Jean Kerchbron (20 h 35, A2).

« L'Algérie en chantier », reportage de Jean-Claude Héberlé (21 h 20, T.f.1).

Alain Decaux raconte : « L'affaire Prince » — un scandale jumeau de l'affaire Stavisky (21 h 45, A2).



Cinéma

*** Orson Welles : Vérités et mensonges.**

Dans ce documentaire sur les peintres faussaires, Orson Welles, le baladin charlatan, propose un autoportrait de l'artiste perplexe devant le prix des signatures et une réflexion sur l'art et ses faux-semblants. Brillant, tant dans le montage que dans le discours.

*** Werner Herzog : Aguirre.**

L'odyssée d'un groupe de conquistadors espagnols à la recherche de l'Eldorado, en pleine jungle amazonienne au XVIe siècle. Le film étrange, mystérieux et lyrique d'un poète allemand inspiré par Novalis, Shakespeare et Rimbaud.

*** Luchino Visconti : Violence et passion.**

Un misanthrope vieillissant laisse envahir sa luxueuse demeure encombrée de livres et tableaux d'époque par une famille encombrante qui le fascine. C'est l'éternel dialogue entre la mort et la vie, le passé et le présent, le père et le fils, l'ermite et le monde en proie à ses bruits et ses fureurs. L'ombre d'un grand film plane : ce que l'on sait de l'auteur des « Damnés », du « Guépard » et du « Crépuscule des Dieux » et de ses ressources laisse un peu un arrière-goût de déception.

*** John Guillermin : La tour infernale.**

Un gratte-ciel de 135 étages se transforme en brasier le jour de son inauguration. La plus belle et le plus terrifiante des catastrophes de série : presque trois heures de frissons en compagnie de super-vedettes. Très efficace et... très démobilisateur.

*** Hugo Santiago : Les autres.**

Après le suicide de son fils, un libraire de la Rive Gauche essaye de recoller les morceaux des multiples aspects de sa propre personnalité. Une œuvre de recherche qui rappelle les labyrinthes d'Alain Robbe-Grillet première manière. Scénario de Borges et Bioy Casarès.

Disques

*** La guitare de Sébastien Maroto (Unidisc UD 1221).**

*** La guitare classique. Méthode de Sébastien Maroto (Unidisc UD 30 1247 et 1249).**

Un des plus grands guitaristes du monde. Qui ne garde pas ses « secrets » pour lui.

*** Francisco Curto : La guerre civille espagnole (Le Chant du Monde LDX 74546).**

Curto est né en 1945. Sa mémoire est celle de son peuple : la guerre du Maroc, les Asturies, Guernica. Sa voix est celle de l'Espagne actuelle : un pays offensif qui brûle de se débarrasser d'un vieux militaire gâteux. Curto dit cette volonté en 12 chansons.

*** Julos Beaucarne : Front de Libération des arbres fruitiers (R.C.A. Y BP 1 468).**

Le disque est d'abord sorti en Belgique : en un mois 10 000 exemplaires vendus. Souhaitons qu'il se propage aussi vite en France. Beaucarne fait partie de ces virus dont on espère qu'ils contamineront beaucoup...

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie F.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Cinéma
QUAND LES IDOLES « TRAHISSENT »

Imaginez Valéry Giscard d'Estaing expliquant devant une haie de micros : « Je me suis payé votre tête depuis un an et plus ». Ou le pape parlant à la télévision : « En réalité, je suis athée... » A plus petite échelle, c'est ce que vient de faire le prédicateur américain Marjoe (contraction de Marie-Joseph) en « mangeant le morceau » devant la caméra des cinéastes Howard Smith et Sarah Kernochan, réalisateurs de « Marjoe ». Le montage remarquable de ce fracassant document fait alterner le reportage sur la dernière tournée du « preacher rock » et la confession rigolarde où celui-ci explique qu'il est incroyant, mais que le Jesus-business rapporte des montagnes de dollars.

Tout comme le boxing-business. Dans les premières images de « Muhammad Ali the greatest » de William Klein (sortie le 9 avril), deuxième tome de son « Cassius le Grand », évoluent sous nos yeux les requins : des petits P.d.g. blancs qui, affirment-ils, ont « fait » Cassius Clay sans qu'il en montre la moindre reconnaissance. De même que Marjoe avait connu, à l'université, la « prise de conscience » de l'étrange rôle auquel on l'avait dressé tout enfant, Clay a vite compris tout ce qui se tramait dans les coulisses du « noble art ». Et s'il a joué le jeu malgré tout, ce n'est pas seulement par goût de la gloire bruyante acquise sur les rings : c'est aussi pour mettre cette gloire au service du combat de sa race, dût-il le payer très cher lorsqu'il refusa d'aller combattre d'autres « coloured people » au Vietnam. C'est ce qui a fasciné Klein, qui n'a pas consacré une seule séquence aux combats eux-mêmes, mais a construit un passionnant historique socio-politique de Cassius Clay de 1964 à 1974. Jusqu'au match mondial du Zaïre, immense happening africain autour de deux hommes, Clay et Foreman, qui étaient avant tout deux conceptions de la négritude.

S.R.

Télévision
L'IMPERTINENT

En deux mois, l'indice d'écoute de l'émission de T.f.1. « Le petit rapporteur » est passé de 4 à 32%. Jacques Martin a gagné une bataille : il s'est acquis l'audience d'un peuple au sortir du repas dominical. Avec de drôles de petits fours. Avec un dessert « du plus mauvais goût », selon certains. Ce garnement ne manie pas des pétards mouillés. Ce qui fait penser qu'il n'a pas encore gagné la guerre. Car il se pourrait bien qu'il soit rapidement bouté dehors sur intervention de quelque ministre scandalisé.

Il est vrai qu'il n'y va pas de main morte. Jusqu'à maintenant, que ce soit à R.t.l., à Europe 1 ou à Midi-Magazine, il minaudait gentiment en lestant son numéro à renfort de calembours épais ; ses cibles n'étaient pas très définies ; d'où un ton de chansonnier à la limite de l'anarchisme de convenance. Aujourd'hui, finie la satire chantilly. Moins de mousse, mais plus de vitriol. Martin choisit ses victimes et leur assène de fameux coups. Ce pauvre Maurice Druon, par exemple, n'a pas dû se remettre de l'interview « brosse-à-reluire » que l'équipe du « Petit rapporteur » lui a fait subir. Michel Poniatowski a sans doute très mal encaissé la séquence du flic-jardinier faisant pousser des matraques destinées aux avocats-fellouzes. Robert Galley et André Jarrot ont certainement apprécié comme il se doit le reportage où le dessinateur Piem donnait des bananes aux enfants du XIIIe arrondissement : où sont les vraies cages ? Au zoo de Vincennes ou dans les quartiers « rénovés » ?

Martin rabote chaque dimanche le vernis du « new-look » giscardien pour laisser apparaître la gangrène d'une vieille souche appelée société libérale. L'impertinent ! En plus, il sait ce qu'il risque. Ses persifleurs d'amis Pierre Bouteiller et José Arthur vont être séparés sur injonction de Marcel Jullian : trop libre, décidément trop irrévérencieux, leur « Banc public ». Alors, Martin, à dimanche prochain ... peut-être.

J.P.-L.

Café-théâtre
ONE MAN RUFUS

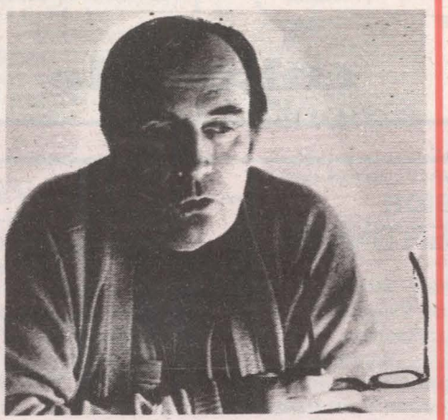
Il arrive avec sa bouille lunaire, une valise à la main. Il sort son invitation. Son costume râpé, mal ajusté, a été loué pour la circonstance chez un fripier de misère. Un pot de peinture blanche et un pinceau l'attendent. On lui a demandé d'apporter un bidon et des allumettes. Il se doutait bien qu'il allait essuyer les plâtres ; les « premières » c'est fait pour cela ! Mais pas au sens propre du terme... Bah ! si on n'attend que ça pour commencer, il va s'y mettre : il tombe la veste, retrousse les manches. Et nous voici partis pour une nouvelle mésaventure de Rufus : « Dernière première », actuellement au Café de la Gare. Gags, incidents, moments de tendresse, mimiques rêveuses, fausses sorties, chutes et pirouettes se succèdent à un rythme échevelé. Les clowns se font rares. Rufus perdure. Rufus insiste et persiste. Il a raison. Il est un des seuls — avec Bernard Haller, Zouc et quelques autres — à pratiquer le comique avec le sérieux et le talent qu'avaient Chaplin, Keaton et les Marx brothers en d'autres temps. Il parle de tout sans en avoir l'air, sans faire de grands discours. On sait maintenant qu'à lui seul — ou avec sa partenaire Rosalie — il occupe aussi pleinement la scène qu'un bataillon d'Arlequins. Quand pourra-t-il emplir l'écran ? On attend avec impatience le moment où il osera prendre la place laissée vide par le Tati de « Jour de fête ».

Chanson
L'ART BRUT

« Je n'aime pas les rimailleurs-techniciens bons poètes. J'aime les aventuriers, les voyageurs, les hommes de trajectoire ». Le bonhomme a ses idées bien ancrées. Pas question qu'il concède quoi que ce soit à qui que ce soit. Ce trait de caractère importe : au-delà du style de ses chansons, c'est dans ses convictions mêmes que Gilles Elbaz est vraiment un enfant de Léo Ferré. Il précise : « Le langage est devenu un code imposé, il a été fascisé, il faut oser le libérer, le faire éclater. Peu à peu, l'homme est devenu un outil du langage, un produit de l'idéologie dominante. Il faut que le langage redevienne un outil de l'homme ». Audacieux, certes. Mais, au théâtre Mouffetard, Gilles Elbaz prouve ce qu'il dit (il le fera aussi cet été dans les fêtes du Parti socialiste) : il bouscule les mots, il bouleverse la syntaxe, il tire à lui par l'émotion d'un délire verbal qui aspire comme une tornade. Nous voilà loin des clins d'œil révérencieux à l'acquis culturel des « happy few ».

Le dictionnaire brûle. Il y a quelques années, quand Dubuffet écrivait « Asphyxiante culture », prônait « l'art brut » et en appelait à « un risque sans fin », il n'avait guère que Rimbaud et quelques exercices surréalistes à se mettre sous la plume. Il y a quelques années, Gilles Elbaz sussurait de « jolies chansons » dans le cadre des émissions de « La fine fleur » ; des chansons douces comme les « Ostende » ou autres « Paname » du jeune Ferré. Les dernières œuvres de Ferré sont inclassables dans une anthologie thématique. Dubuffet a lui-même « brutalisé » la matière. Elbaz, à son tour, comme le dit très bien son dernier disque, a « le vent aux ailes » (Alvarez C 489). Mettre ses textes à plat, les égrener sur la feuille sans l'écho de la musique, ce serait les mutiler. Mieux vaut aller l'entendre. Viendra alors le goût de l'écouter. Et d'apprécier sa réussite : être primitif sans être hermétique.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Dimanche 23 mars

Montant d'Angoulême à Paris, en 1934, pour entrer à l'Université, j'avais deux idées-force en tête. L'une était d'aller au Vel'd'Hiv', temple des courses cyclistes sur piste, et d'assister aux Six Jours, où des équipes de deux coureurs que les journalistes sportifs appelaient « les écureuils » se disputaient chasses, primes, victoire et gloire en tournant six jours et six nuits ininterrompus sur l'« anneau de Grenelle » devant un public fanatique, ultra-mondain au parterre, populaire aux gradins, qu'une même ferveur enfiévrait et dont les clameurs résonnent encore à mon oreille. Les noms accolés de Broccardo-Gimbretière, Wambst-Lacquehay, Vals-Pijnenburg, réveillaient les prestiges jumeaux d'Hector et Achille, d'Oreste et Pylade. Pauvre Vel'd'Hiv' que devaient souiller d'autres nuits, d'autres jours lors de la chasse aux Juifs, neuf ans plus tard. Sa destruction après guerre, pour laisser place aux hideux immeubles que l'on peut y voir aujourd'hui, a tout de même peiné les habitués d'antan.

Mon autre idée était de rencontrer les écrivains que, pour des raisons qui n'ont pas toutes résisté au temps, j'admirais. Quand j'écris « rencontrer », qu'on me croie si je précise que mon ambition n'allait pas au-delà du désir de les voir et de les entendre sans être connu d'eux. Je me rendis ainsi à la Mutualité où Gide, Malraux, Benda tenaient des meetings antifascistes, à « l'Union pour la vérité » que fréquentait Bernanos, au Collège de France pour les leçons de Valéry.

Le personnage qui m'étonna le plus fut Julien Benda. Avec une allure de gros chat angora, sa façon d'être et de s'exprimer n'éveillait ni sympathie ni chaleur. Mais l'exigence intellectuelle, l'absence de tout effet, de tout accent, le refus d'entraîner l'adhésion autrement que par la rigueur intérieure du discours, créaient une sorte d'envoûtement — si l'on savait échapper à l'ennui qu'un peu d'inattention aurait aisément répandu. J'avais lu, comme beaucoup d'étudiants de ma génération, « La trahison des clercs », livre majeur qui continuait, dix ans après sa parution, d'animer entre nous de vives discussions. Julien Benda y pourfendait quiconque servait les mythes et les modes du moment au détriment des valeurs universelles que sont la personne, la vérité, la justice. Il ferraillait contre Bergson, rudoyait les professeurs de Sorbonne et, bien qu'homme de gauche engagé politiquement aux côtés des marxistes, n'hésitait pas à condamner la dialectique matérialiste, dénonçant dans la logique de la contradiction « l'abjuration expresse de la raison » (« Vu que le propre de la raison est d'immobiliser les choses dont elle traite du moins tant qu'elle en traite, alors qu'un pur devenir, exclusif par essence de toute identité à soi-même, peut être l'objet d'une adhésion mystique mais non d'une activité rationnelle »). Mais c'est aux clercs (dont il donnait cette définition : « une classe d'hommes dont l'activité ne poursuit pas des fins pratiques, mais qui demande sa joie à l'exercice de l'art ou de la science ou de la spéculation métaphysique, c'est-à-dire à la possession d'un bien intemporel »), aux clercs oublieux des valeurs désintéressées, qu'il en avait. Leur rôle, écrivait-il, est « de s'opposer à ceux qui n'entendent voir dans l'homme que ses besoins matériels et l'évolution de leur satisfaction » tandis qu'au nom de l'engagement, du caractère sacré de l'écrivain, du relativisme du bien et du mal, ou bien à cause de leur soumission à l'Etat, à l'ordre (« L'Etat doué d'ordre n'a que faire de la vérité ») et à toutes idéologies qui veulent que la vérité soit déterminée par les circonstances, ils trahissent. Et après avoir confondu Maistre, Bonald, Maurras accusés d'avoir prêché au nom de l'ordre (apostasie !) le dogme de l'immuabilité des classes sociales, il se retourne contre le communisme dont « l'idéologie repousse l'idée de justice abstraite, identique à elle-même par-dessus les temps et les lieux » et lance en sa direction cette pointe finale : « J'ai idée que les peuples que Nabuchodonosor tirait par les routes de Chaldée avec un anneau dans le nez, l'infortuné que le seigneur du Moyen Age attachait à la meule en lui arrachant sa femme et ses enfants, l'adolescent que Colbert enchaînait pour sa vie au banc des galères, avaient fort bien le sentiment qu'on violait en eux une justice éternelle — statique — et aucunement que leur sort était juste, étant donné les conditions économiques de leur époque ».

Je n'épouse pas nombre des thèses de Benda (il avait une tendance abusive, que relève André Lwoff dans sa belle préface à la nouvelle édition de « La trahison des clercs » publiée chez Grasset, à jeter au bûcher, pêle-mêle, ceux qui ne lui plaisaient pas : Proust, Valéry, Alain, Mallarmé, Breton, Marx, Brunschwig, Bachelard...) mais, avec elles, circule un air salubre où je respire mieux. Elles m'aident, en tout cas, à tenir ferme le môle où le socialisme, le nôtre, doit se mettre à couvert s'il veut résister au flot contradictoire des idées reçues. Si j'applique aux événements actuels la méthode que notre philosophe recommandait en 1927, j'aperçois plus clairement les points de repère indispensables qui signalent les passes dangereuses. Chaque jour, et plusieurs fois par jour, je regarde de leur côté. C'est un bon exercice qui conserve à la vue ce pour quoi elle est faite : distinguer. Ainsi dans l'affaire du Portugal. « Il n'y aura pas de démocratie bourgeoise », déclare Alvaro Cunhal. Fort bien. Mais bourgeoise ou prolétarienne la démocratie a des lois, obéit à des valeurs qui n'en seraient plus si elles devaient se couler dans le moule de l'événement. Ces lois s'appellent la liberté d'expression, le pluralisme des partis, le suffrage universel. Ce n'est pas suffisant ? Je le concède. Mais c'est assurément nécessaire. Et à l'apostrophe de Cunhal, je préfère celle des socialistes : « Socialismo, sim, ditadura, nao ! »

Dans son avant-propos de la première édition de « La trahison des clercs », Benda raconte que Tolstoï « étant officier et voyant lors d'une marche un de ses collègues frapper un homme qui s'écartait du rang, il lui dit : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables ? Vous n'avez donc pas lu l'Evangile ? » A quoi l'autre répondit : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires ? ».

Voilà bien le choix.